

● correspondance de presse internationale
inprecor

**Économie
mondiale, guerres
et perspectives
des socialistes**



Joseph Daher ● L'impact de la guerre génocidaire israélienne sur le Moyen-Orient
Inde ● Le retour des mobilisations paysannes
● 50 ans de la Révolution portugaise ●

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Antoine Larrache

En avant vers le congrès de la IV^e Internationale 3

Économie

Entretien avec David McNally

Économie mondiale, guerres et perspectives des socialistes 4

Palestine et Moyen-Orient

Against the Current

À quoi ressemble un génocide 12

Joseph Daher

L'impact de la guerre génocidaire israélienne sur le Moyen-Orient 15

Ukraine

Simon Pirani

La Russie transforme les zones occupées de l'Ukraine en camp armé 19

Inde

Sushovan Dhar

Le retour des mobilisations paysannes 22

Portugal

Adriano Campos

Élections portugaises : un virage à droite mais un avenir incertain 26

Fernando Rosas

La révolution portugaise de 1974/1975 28

Rencontres écosocialistes

Juan Tortosa

Socialisme ou barbarie ! 34

Lecture

Henri Wilno

Comment bifurquer, les principes de la planification écologique 35

8 mars dans le monde

Correspondants-es

Photographies des manifestations pour les droits des femmes 36

Dessin de couverture : Sonia Mitrailia

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

En avant vers le congrès mondial de la IV^e Internationale

Le Comité international s'est réuni fin février, pour discuter de divers textes en préparation du 18^e congrès. Cela ouvre une période de débats dans le monde entier, afin de réfléchir à la situation mondiale et trouver des pistes de réponses pour la classe ouvrière.

Par
Antoine Larrache*

Le CI a eu le plaisir d'enregistrer l'intégration comme observateurs permanents du Mouvement social (Sotsialnyi Rukh, Ukraine) et de Resistencia (Brésil). Puis divers textes ont été discutés : le projet de manifeste écosocialiste, le document sur la situation internationale, un texte sur notre intervention dans les mouvements sociaux et une résolution sur le rôle et les tâches de l'Internationale. Nous les avons présentés récemment dans nos colonnes (1) et ils seront rapidement publiés sous format électronique afin d'engager les débats.

Les modifications effectuées sur ces textes depuis le dernier CI sont diverses. Concernant le manifeste, des précisions ont été apportées, notamment sur l'articulation entre la lutte contre le productivisme et la nécessaire satisfaction des besoins sociaux dans les pays dominés, sur les luttes antiracistes et sur le rôle de l'autogestion.

Des textes actualisés et ajustés

Le document sur la situation mondiale a été mis à jour car, depuis l'année dernière, de nouveaux éléments importants sont apparus. Le premier est la multiplication des situations de guerre ou de très fortes tensions, en Syrie, au Yémen, au Soudan, au Congo, au Myanmar, en Amérique du Sud, et bien sûr en Ukraine et en Palestine. Nous connaissons une accélération des aspects militaires de la concurrence entre

les grandes puissances. Le deuxième élément intégré est lié à la retranscription concrète des offensives et conflits entre impérialistes dans les pays dominés, en Afrique et en Amérique latine notamment, et les tentatives de réactions des peuples. Le troisième est la prise en compte de l'offensive israélienne contre la Palestine, le mouvement mondial de solidarité qui se développe et les perspectives que nous pouvons apporter en termes de construction des mobilisations et de solutions pour la région.

Nous avons continué la discussion sur les mouvements sociaux, le texte ayant été précisé sur la question de la stratégie, le rapport aux institutions et à la question du pouvoir. Enfin, le texte sur le rôle et les tâches de la IV^e Internationale a été ajusté, notamment sur les tâches concrètes de construction de l'Internationale et la relation entre la tactique de construction de partis capables de faire avancer la lutte des classes, de façon transitoire par rapport à la perspective de construire des organisations révolutionnaires de masse.

Des débats dans le cadre d'un capitalisme en crise

Les débats du congrès se déroulent clairement dans un contexte mouvant, entre les guerres, la montée de l'extrême droite dans de très nombreux pays, et les possibilités régulières de mobilisations de masse. Celles-ci prennent de plus en plus souvent une dimension politique de contestation des pouvoirs en place, en raison de la crise profonde du capi-

talisme, que ce soit sur le plan économique ou le plan écologique, cette crise multidimensionnelle alimentant la crise sociale, morale, démocratique et politique du système.

Le résultat des élections aux États-Unis, le déroulement des conflits de classe en Argentine, l'évolution des guerres en Ukraine et en Palestine, l'impact de la crise économique sur la Chine, l'évolution des conflits en Afrique, notamment contre la présence impérialiste française, changeront peut-être encore nos perspectives dans les prochains mois.

En tous cas, il est temps de profiter de notre congrès : ce sera un moment irremplaçable, après la pandémie et dans un monde en bouleversement, pour approfondir notre connaissance de la situation dans différents pays, des contradictions du système, des leçons que nous pouvons tirer pour les luttes et notre projet révolutionnaire. Le congrès aura lieu en février 2025. D'ici là, dans tous les pays, les assemblées générales, des débats écrits et oraux auront lieu, afin de s'approprier les éléments en discussion.

Tout cela en ayant en tête la mémoire de notre camarade Stalin Pérez Borges, militant vénézuélien décédé pendant le Comité international. Stalin était un dirigeant syndical historique et un militant vétéran du socialisme, dirigeant de la Ligue socialiste chaviste unie, Luchas – groupe observateur permanent au sein de la Quatrième Internationale – et dirigeant de la Confédération des travailleurs socialistes boliviens (CBST). ■

*Antoine Larrache est rédacteur d'*Inprecor* et membre du Comité international de la IV^e Internationale. 1. « Débats du Comité international », Antoine Larrache et Léon Crémieux, 22 novembre 2024, *Inprecor* n°715. Des textes ont également été présentés par la minorité internationale.

Économie mondiale, guerres et perspectives des socialistes

Guerres en Ukraine et en Palestine, hausse d'intérêt, déplacement de la crise économique vers les pays du Sud, stratégie de la Chine et combat entre Trump et Biden, cet article lie des éléments très variés et interroge l'état du capitalisme et des politiques des classes dominantes.

Entretien de Tempest avec David McNally*

Nous aimerions connaître votre point de vue sur la situation économique mondiale actuelle, en particulier sur le cycle économique, la réponse à la crise de 2007-2009, la période post-Covid et le passage à l'ère de « l'argent facile ». Quel est votre point de vue sur la situation actuelle ? À quel point sommes-nous proches d'une récession mondiale ?

Ceux et celles d'entre nous qui pensaient que la crise mondiale de 2007-2009 était un tournant dans l'évolution de l'économie mondiale ont eu raison. Mais je pense que la plupart d'entre nous (et certainement moi-même) avons sous-estimé à quel point les classes dirigeantes allaient opérer un virage incroyablement radical vers des mesures de relance de type keynésien et à quel point tous leurs préceptes néolibéraux contre les dépenses déficitaires allaient s'envoler face au risque d'effondrement du système financier mondial.

* David McNally est spécialisé dans l'histoire et l'économie politique du capitalisme. Il enseigne au département d'histoire de l'université de Houston et est l'auteur, entre autres, de *Global Slump: The Economics and Politics of Crisis and Resistance* (Merlin Press, London 2011), *Monsters of the Market: Zombies, Vampires and Global Capitalism* (Brill, Historical Materialism Book Series n° 30, Leiden 2011), et *Blood and Money: War, Slavery, Finance, and Empire* (Columbia University Press, New York 2020). Le **Tempest Collective** est une organisation marxiste révolutionnaire aux États-Unis. Elle édite la revue en ligne *Tempest Mag*. Cet entretien a été d'abord publié en deux parties par *Tempest* le 11 février et le 4 mars 2024. Traduit de l'anglais par JM.

Rappelons que les sept principales banques de Wall Street ont été menacées d'effondrement en 2008-09 et que la question de savoir si elles pourraient être sauvées a suscité un véritable traumatisme dans les rangs de la classe dirigeante. Une fois que cela s'est produit, je pense que les meilleurs commentateurs ont compris qu'en réalité le néolibéralisme était fondamentalement lié à une réorganisation du pouvoir de la classe dominante et beaucoup moins à un engagement idéologique ferme de ne jamais générer de déficits et de ne jamais s'endetter.

En d'autres termes, pour préserver la configuration existante du pouvoir de classe qui caractérise le néolibéralisme (basé sur des syndicats affaiblis, des mouvements sociaux décimés et une rentabilité restaurée), ils peuvent injecter des quantités sans précédent de liquidités dans le système, creusant ainsi d'énormes déficits.

Tout en stabilisant le système, les politiques de relance annulent essentiellement les mécanismes de régénération inhérents au capitalisme. Classiquement, le système a utilisé les récessions profondes pour éliminer les capitaux les moins efficaces de l'économie et ouvrir ainsi la voie à une nouvelle vague de restructurations, d'innovations technologiques, de réorganisations managériales et de concentrations de capitaux beaucoup plus importantes qui permettent une nouvelle phase d'expansion.

Nous n'avons pas assisté à un nouveau boom. Ce que nous avons vu, en revanche,

c'est un effort concerté de la part des banques centrales du monde entier pour bloquer le passage à une dépression généralisée. Il faut le reconnaître, elles l'ont évité. Mais l'une des questions qui se posent alors est la contradiction entre l'arrêt d'une récession (et d'une récession très profonde) et le blocage du mécanisme de restructuration du capitalisme. Parce que de cette manière, ils n'ont pas éliminé du système les capitaux les moins productifs.

La plupart des commentateurs s'accordent à dire qu'un nombre important d'entreprises du Nord sont devenues « zombies », c'est-à-dire ne sont pas rentables. Mais lorsque l'argent était effective-

“*La soi-disant guerre contre l'inflation était une attaque préventive contre une explosion des salaires qui aurait été provoquée par la syndicalisation et une vague de grèves bien plus importante que celle que nous avons connue.*”

tivement disponible auprès des banques centrales, elles pouvaient emprunter pour rester en vie. Elles pouvaient contracter des crédits à 1,5 % et les revendre à 3,5 %, donc afficher des bénéfices financiers même si leurs activités principales ne rapportaient pas d'argent.

Nous n'avons donc pas connu la restructuration profonde et prolongée que les États-Unis ont connue au début des années 1980, lorsque des aciéries, des usines automobiles, des usines de matériel électrique, de caoutchouc et de pièces détachées ont fait faillite à grande échelle. Cette période a été marquée par une restructuration technologique très importante qui a permis l'expansion néolibérale pendant les 20 ou 25 années suivantes.

Nous n'avons pas vu ce type de

restructuration au lendemain de la crise de 2008-09. Au lieu de cela, nous avons maintenant un capitalisme qui a évité une énorme catastrophe, mais qui l'a fait au détriment de son propre dynamisme. Mais maintenant, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt afin de réduire l'inflation, et c'est ce que nous avons vu au cours des 18 à 24 derniers mois.

Nous devons nous demander quels ont été les résultats de ces mesures. Ce n'est pas la peur de l'inflation en général qui a justifié l'augmentation des taux d'intérêt. Ce que les capitalistes craignaient, c'était plutôt une hausse des salaires. Ils craignaient une vague de grèves et d'efforts de syndicalisation pour rattraper ce que les travailleurs avaient perdu à cause de la hausse des prix.

Si l'inflation atteint 6 %, 8 % ou 10 % par an (en particulier pour les denrées alimentaires, le prix de l'essence et les loyers), et si les travailleurs sentent que leur pouvoir de négociation s'est renforcé, ils font pression pour combler cet écart. C'est ce qui s'est passé à la fin des années 1960 et dans la première moitié des années 1970, lorsque les grèves se sont multipliées, en particulier dans les pays occidentaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et dans les pays du Nord, mais aussi dans des régions importantes du Sud.

Les classes dirigeantes étaient donc très préoccupées par les soi-disant faibles chiffres du chômage et par le problème du « taux de démission » – quand les travailleurs se sentent suffisamment confiants pour quitter un emploi faiblement rémunéré à la recherche d'un autre travail. Elles craignaient que cela donne à la classe ouvrière, même aux États-Unis, le sentiment qu'elle pouvait négocier individuellement avec les employeurs, en quittant un emploi faiblement rémunéré pour un autre légèrement meilleur. Mais ce qui les préoccupait le plus, c'était que les travailleurs pouvaient négocier et agir collectivement.

Ils savaient qu'il y avait une nouvelle vague de syndicalisation chez Apple, Amazon, Starbucks et ailleurs, en particulier chez les jeunes travailleurs. Ils savaient également qu'ils risquaient d'être confrontés à une grève du syndicat des travailleurs unis de l'automobile

(UAW) aux États-Unis, comme ce fut le cas.

La Réserve fédérale américaine (FED) s'était préparée à cette éventualité. Les rapports de la FED sont incroyablement honnêtes sur le fait que ce qui les préoccupait le plus était le taux d'emploi « figé ». Ils voulaient faire baisser le taux d'emploi – en d'autres termes, faire monter le taux de chômage pour créer un plus grand sentiment d'insécurité et contenir la vague de campagnes syndicales et de grèves en cours.

La soi-disant guerre contre l'inflation était une attaque préventive contre une explosion des salaires qui aurait été provoquée par la syndicalisation et une vague de grèves bien plus importante que celle que nous avons connue, même si elle n'est pas négligeable, en Grande-Bretagne, en France, en Inde, en Argentine, aux États-Unis, etc.

Mais en augmentant les taux d'intérêt, ils ont créé une situation difficile: de plus en plus d'entreprises zombies sont aujourd'hui dans une situation très précaire. Le taux de faillite des entreprises a commencé à croître, mais on n'a pas encore assisté à une purge massive du système, car on a évité une récession profonde. Si la demande chute, les entreprises les plus vulnérables seront en grande difficulté. Le système financier sera

confronté à des défis croissants en raison des créances douteuses.

De plus, la hausse des taux d'intérêt a déplacé la crise vers le Sud. Nous nous trouvons à nouveau dans une situation où une

cinquante de pays du Sud risquent de se retrouver en défaut de paiement, du fait de leur simple incapacité à payer: pour rembourser les emprunts contractés à 2 %, ils ont dû emprunter à 5 % ou 6 %. En dehors de la répudiation de la dette, leur seule option est de s'engager plus avant dans la voie de coupes sombres dans les budgets des soins de santé, de l'éducation, des subventions aux carburants, etc.

« Une cinquantaine de pays du Sud risquent de se retrouver en défaut de paiement, du fait de leur simple incapacité à payer. »



L'accumulation continue d'actifs toxiques sous la forme de prêts hypothécaires à risque achetés par Lehman Brothers a finalement conduit à la faillite de l'entreprise en septembre 2008. © David Shankbone - CC BY-SA 3.0.

Au cours de l'année prochaine, nous pourrions assister à diverses révoltes dans certaines régions du Sud – du Nigeria au Pakistan – où le fardeau de la dette devient tellement insoutenable. Soit la lutte contre l'austérité y entraînera des bouleversements sociaux, soit ces pays devront se mettre en défaut de paiement et probablement négocier des accords draconiens avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds mondiaux.

Il s'agit d'une guerre des classes menée par les banques centrales et déguisée en lutte anti-inflationniste. Elle a placé les secteurs les plus vulnérables de l'économie mondiale sous la menace d'une crise de la dette. Ce scénario se déroulera de manière très spectaculaire au cours des douze prochains mois.

Bien entendu, tout cela signifie également que les puissances impériales dominantes intensifieront leur lutte pour la suprématie. On oublie souvent que l'impérialisme consiste en partie à détourner les effets de la crise mondiale d'un bloc à l'autre. Une bonne partie de la stratégie américaine consiste précisément à détourner la crise vers la Chine, la Russie et ceux qui se trouvent dans leur orbite.

Aujourd'hui, les conflits entre impérialistes s'intensifient. La longue et pénible guerre en Ukraine en est l'expression. Bien qu'elle soit fondée sur une résistance légi-

time du peuple ukrainien à l'occupation étrangère, la guerre est également imprégnée d'un conflit entre impérialismes.

Les marxistes comprennent classiquement qu'il peut y avoir une guerre à plusieurs niveaux, dans laquelle coexistent différents antagonismes. Ce à quoi nous assistons en Ukraine, c'est une rivalité inter-impérialiste qui se superpose à une guerre de type colonial menée par la Russie contre le peuple ukrainien.

Cette situation est révélatrice des fractures croissantes du système mondial. On pourrait facilement oublier que le plan de jeu néolibéral était l'intégration de la Chine dans l'ordre capitaliste mondial. Les classes dirigeantes occidentales ont poursuivi cet objectif avec vigueur pendant un quart de siècle. Ce processus s'est maintenant considérablement ralenti en raison des effets de la crise de 2007-2009.

Nous sommes passés de l'intégration à la désintégration. Nous sommes passés de la coopération à la rivalité.

Pensez-vous que la classe dirigeante américaine, représentée par la Banque centrale, a réussi, étant donné qu'elle a été guidée par la question de l'inflation des salaires et du marché du travail ? Le marché du travail se développe toujours très rapidement. Il n'est pas certain qu'ils aient réussi à faire baisser les salaires. Les germes du militantisme ouvrier persistent. Et en ce qui concerne la question de la rivalité entre impérialismes en général, la crise en Chine a entraîné un recul de l'initiative de la « route de la soie », un recul de ses efforts pour proposer d'autres offres de crédit. Comme nous l'avons vu au Sri Lanka,

cela peut aggraver la dynamique de la dette.

Il est intéressant de noter que les États-Unis ont fait baisser les chiffres de l'inflation de base. Mais je ne pense pas qu'ils aient entamé de manière significative l'esprit de combativité des classes populaires, en particulier des jeunes travailleurs/ses dans les grandes villes multiraciales.

L'une des ironies de ce moment est que la prolifération des conflits politiques, en particulier en Palestine, se répercute sur les lieux de travail, en particulier chez les jeunes travailleurs/ses. Je parlais récemment avec Kim Moody de la façon dont les jeunes militant-es et organisateurs de la fin des années 1960 et des années 1970 ont ramené le Vietnam sur le lieu de travail. L'humeur de défi envers la classe dirigeante à propos de la guerre du Vietnam a fait partie de la radicalisation d'une couche de jeunes travailleurs/ses sur le lieu de travail.

Je pense que le mouvement mondial pour la justice en Palestine va se dérouler de la même manière. Des millions de jeunes travailleurs/ses sont complètement déconnectés de la classe dirigeante au sujet de la Palestine. Cela les met dans un esprit d'opposition et crée un schéma similaire à celui décrit par Rosa Luxemburg à propos de l'interaction des dynamiques politiques et économiques. Dans ce scénario, même si un niveau de lutte commence à s'atténuer légèrement, l'autre dimension (dans ce cas, la politique) aura un effet de rétroaction et alimentera de nouveaux types de conflits économiques, de confrontations, de campagnes d'organisation, etc. Nous ne sommes pas dans une vague de grèves de masse, bien sûr, mais il y a une combativité revigorée.

Les capitalistes ont singulièrement échoué à stopper le sentiment général d'opposition parmi les jeunes travailleurs/

« L'humeur de défi envers la classe dirigeante à propos de la guerre du Vietnam a fait partie de la radicalisation d'une couche de jeunes travailleurs/ses sur le lieu de travail. Je pense que le mouvement mondial pour la justice en Palestine va se dérouler de la même manière. »

ses, en particulier sur les lieux de travail. Bien que je mette l'accent sur les jeunes, parce qu'il y a là un foyer de défiance, l'agitation ouvrière peut très rapidement prendre de l'ampleur parmi une couche plus âgée de travailleurs/ses, comme nous l'avons vu lors de la grève de l'UAW, malgré toutes ses fluctuations.

Je vis et travaille actuellement au Texas. Des usines General Motors et des usines de pièces détachées y ont fait grève, avec des piquets de grève très solides. Cela nous dit quelque chose. La défiance des travailleurs se poursuit même en dehors des centres d'organisation des jeunes travailleurs dont je parlais. Je ne pense donc pas que la classe dirigeante ait réussi à atténuer les attitudes d'opposition parmi les travailleurs.

En ce qui concerne la Chine, on assiste à ce que l'on pourrait appeler une reconsolidation de la stratégie du bloc impérial. Outre les mesures qui visent à renforcer la protection des États nord-américain et chinois, on assiste également à un recul de certains efforts visant à intégrer d'autres États. Lorsque les taux de croissance étaient élevés, lorsque la Chine était au premier rang mondial en termes de taux d'investissement et de croissance de la production, ses dirigeants pouvaient se permettre d'expérimenter un certain nombre d'initiatives pour voir ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas.

Maintenant que son taux de croissance baisse, il n'est pas certain que la Chine puisse éviter une crise majeure dans le secteur de l'immobilier. Il y a une énorme suraccumulation dans le secteur du logement en Chine, qui ne s'est pas encore résorbée, et il n'est pas certain qu'elle puisse la contenir. Cela ne signifie pas que la classe dirigeante chinoise va se replier sur une sorte d'isolationnisme autarcique. Mais elle consolide, retranche et redéfinit les priorités de ses politiques d'investissement en dehors de la Chine. Il ne s'agit pas d'une démarche purement économique. Elle décide également quels sont les investissements géopolitiques et militaires qui valent la peine d'être réalisés et quels sont ceux qui peuvent être suspendus.

L'initiative de la « route de la soie », par exemple, est en train d'être ralentie. Une façon de comprendre la classe dirigeante



Un rassemblement dans le Michigan avant l'élection présidentielle primaire de l'État appelle à voter pour « non engagé » au lieu de Joe Biden. © Jim West/ZUMA Press Wire/Shutterstock.

chinoise est de réfléchir au conflit qui oppose les Démocrates de Biden, d'une part, et les Républicains, d'autre part, en ce qui concerne le niveau approprié de dépenses militaires, diplomatiques et de politique étrangère à l'échelle mondiale. Biden continue de faire pression pour que les États-Unis dépensent beaucoup d'argent afin d'assurer leur hégémonie mondiale, mais une grande partie des Républicains, influencée par le semi-isolationnisme de Trump, souhaite un repli sur soi.

Aux États-Unis, cette situation s'est jouée en grande partie entre les deux partis au Congrès. Mais en Chine, elle s'est jouée à l'intérieur du seul parti au pouvoir. En d'autres termes, il existe différents courants et factions qui tentent actuellement de résoudre leurs différends. Je pense qu'ils sont en train de se retrancher, mais ils ne vont pas reculer sur l'augmentation des dépenses militaires. Je ne pense pas qu'ils reviendront sur leur soutien tacite à Poutine en Ukraine. Ils ne reculeront pas non plus sur Taiwan.

Ils discutent au sein de leurs cercles dirigeants des positions qu'ils considèrent comme des initiatives extravagantes chez leurs concurrents étrangers. Cela correspond également à la tendance générale aux États-Unis. Lorsqu'il y a un seul parti au pouvoir, comme en Chine, les changements se produisent sans qu'il y ait de débat ouvert du type de celui que nous observons au sein de la classe dirigeante étatsunienne.

Je pense que l'axe de la rivalité entre les États-Unis et la Chine va non seulement se poursuivre tout au long de cette période, mais qu'il va rester très marqué. Nous avons vu les prémices du passage de l'intégration à la rivalité après la crise de 2007-2009, mais il s'est fortement accentué depuis 2016.

Jusqu'à quel point pensez-vous que les blocs impériaux sont consolidés ? Pensez-vous que la Russie est plus engagée, peut-être par nécessité, dans un modèle autarcique parce qu'elle est soumise à une telle pression ? Dans quelle mesure la Russie est-elle un acteur indépendant, compte tenu de sa tentative d'affirmer son pouvoir régional dans le cas de l'Ukraine, de ses menaces à l'égard de la Finlande, etc. Dans quelle mesure considérez-vous

que la Russie devrait rendre des comptes aux Chinois ?

Je pense que nous avons besoin d'une analyse beaucoup plus approfondie du dynamisme interne des blocs impériaux. Nous avons tendance à penser qu'un seul État dicte sa loi, mais je pense que c'est beaucoup plus complexe que cela. Les partenaires juniors au sein d'un bloc impérial peuvent parfois exercer un degré d'autonomie plus important que nous ne l'imaginons souvent. Ils n'écrivent pas le scénario, ce n'est pas ainsi que fonctionne le pouvoir mondial. Mais la puissance dominante au sein du bloc doit s'accommoder des autres puissances.

Un bloc impérial comprend des puissances régionales qui ont leurs propres aspirations. La puissance dominante a besoin de son influence régionale et doit souvent accepter des actions qui ne sont pas entièrement dans son intérêt. Par exemple, la Chine n'envoie pas de troupes en Europe de l'Est, pas plus que l'armée étatsunienne ne va envoyer 100 000 soldats à Gaza et en Palestine occupée. Mais ils permettent à des puissances sous-impérialistes de le faire.

Les puissances régionales qui ont besoin du parapluie de la plus grande puissance impérialiste agissent elles-mêmes avec une grande autonomie, et particulièrement en ce moment. À l'heure actuelle, Poutine ne peut pas se permettre de faire marche arrière sur l'Ukraine. C'est une simple

réalité. Une défaite en Ukraine est une sortie de route pour Poutine et sa section de la classe dirigeante. Ils se souviennent de ce qui s'est passé lorsque la Russie a perdu une guerre contre le Japon en 1905 et de la façon dont cela a fait éclater le tsarisme et ouvert les vannes de la révolution de 1905. Ils se souviennent des leçons de la Première Guerre mondiale: tous les belligérants perdants ont été secoués par des soulèvements de la classe ouvrière impliquant des soldats et des marins à très grande échelle.

Poutine a besoin de persévérer en Ukraine. La Chine a besoin de l'alliance avec la Russie de Poutine parce que Poutine correspond à une stratégie pour contenir l'OTAN. Sans Poutine, les dirigeants chinois craignent que l'OTAN déferle sur l'Europe de l'Est. L'État

chinois laisse donc beaucoup de latitude à Poutine pour poursuivre une guerre contre l'Ukraine qui n'offre pas grand-chose à la Chine elle-même.

Je dirais que des éléments de cette dynamique sont en jeu au Moyen-Orient. Il ne fait aucun doute qu'Israël est totalement dépendant de l'aide étrangère et en particulier de l'aide militaire des États-Unis. Il a besoin de l'autorité mondiale des États-Unis auprès de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe pour ses projets à long terme. Il dépend donc du gouvernement étatsunien. Mais les États-Unis veulent exercer une influence territoriale et empêcher les soulèvements anti-impérialistes dans la région. En même temps, ils préfèrent limiter leurs propres interventions directes. Il vaut mieux laisser les mandataires régionaux faire le sale boulot. Ainsi, l'Arabie saoudite et Israël – surtout Israël – ont toute latitude pour faire ce qu'ils jugent nécessaire. Les États-Unis peuvent essayer de contraindre les États alliés de la région, de les influencer et de faire pression sur eux. Mais comme ils ont besoin de ces puissances en tant que forces de police régionales pour l'empire, ils leur laissent une grande marge de

manœuvre. C'est la doctrine Kissinger, en vigueur depuis longtemps, après la défaite des États-Unis au Vietnam.

Nous devons reconnaître que les blocs impérialistes sont dynamiques et que les pays secondaires au sein d'un

bloc peuvent exercer une autonomie régionale très importante tout en menant des stratégies qui, souvent, ne sont pas identiques à celles du grand patron qui domine le bloc.

Je pense qu'il y a eu une période où la Chine espérait un règlement négocié en Ukraine. Elle pensait qu'il était dans son intérêt d'être perçue comme une puissance capable de parvenir à un règlement. N'y parvenant pas, elle a décidé de s'accommoder d'une guerre permanente.

Je pense que les États-Unis souhaitent sincèrement une pulvérisation moins destructrice de la population de Gaza à l'heure actuelle. Je ne pense pas qu'ils l'obtiendront. Ils le savent probablement et vont s'en accommoder. Ces tensions vont perdurer.

«*La Chine a besoin de l'alliance avec la Russie de Poutine parce que Poutine correspond à une stratégie pour contenir l'OTAN. Sans Poutine, les dirigeants chinois craignent que l'OTAN déferle sur l'Europe de l'Est.*»

Ce qui est intéressant, c'est qu'il n'y a pas de puissances hégémoniques qui ont le même type d'influence au sein de leur bloc que celle que la Russie et les États-Unis

“Les États-Unis peuvent essayer de contraindre les États alliés de la région, de les influencer et de faire pression mais comme ils en ont besoin en tant que forces de police régionales pour l'empire, ils leur laissent une grande marge de manœuvre.”

avaient en 1948. Ils ne dominent pas de la même manière. Nous allons donc assister à des tensions parfois beaucoup plus manifestes à l'intérieur des blocs, même si cela ne signifie pas que les blocs vont voler en éclats.

Les tensions dont vous parlez, au Moyen-Orient, se manifestent certainement entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Les États du Golfe affirment leur pouvoir de manière indépendante. Les administrations étatsuniennes successives, et peut-être encore maintenant, ont œuvré à renforcer la stabilité régionale et à normaliser les relations avec Israël, et surtout avec l'Arabie saoudite. Il semble que cela ait été en partie à l'origine de l'attaque du 7 octobre et que cela ait eu un impact, au moins momentané, sur ce processus. Quelle est votre évaluation de ce que le 7 octobre a signifié pour cette dynamique – ou est-il trop tôt pour le dire ?

Il est trop tôt pour le dire. Nous sommes en plein dedans. De très nombreux facteurs peuvent encore entrer en jeu. Nous ne devons pas sous-estimer ce que cela signifierait d'avoir un mouvement mondial de solidarité avec la Palestine capable d'une mobilisation du même type et du même niveau que le mouvement contre la guerre du Vietnam pendant des années.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais si nous y parvenons, ce mouvement

1. Tareq Baconi, *Hamas Contained: The Rise and Pacification of Palestinian Resistance*, Stanford University Press, 2018. En français on peut lire l'entretien avec Tareq Baconi, « Le Hamas dans le mouvement national palestinien: une mise en perspective historique », publié par le site web *Contretemps*.

deviendra un facteur indépendant dans l'établissement d'une sorte de bilan. Un tel mouvement de masse pourrait devenir un facteur très important.

Je ne pense pas que tout ce qui s'est passé autour du 7 octobre ait été dicté par la dynamique régionale et mondiale. Il s'agit d'un facteur, sans aucun doute important, mais nous devons comprendre comment le Hamas a fait face à un dilemme auquel l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait été confrontée auparavant.

De nombreuses personnes ont récemment lu, à juste titre, le livre de Tareq

Je tiens pour acquis que le Hamas ne représente pas la politique de libération palestinienne à laquelle nous aspirons. La politique, les stratégies politiques et la formation idéologique du Hamas sont étrangères à celles de la gauche socialiste révolutionnaire. Il ne représente pas une résistance authentique, mais c'est une force réelle et elle devait faire quelque chose.

En ce qui concerne le contexte régional, l'Arabie saoudite en particulier s'est réconciliée avec le statu quo. L'Arabie saoudite s'oriente vers un accommodement avec Israël, sous l'impulsion des États-Unis, à cause de l'Iran. Elle craint que l'Iran ne soit une force déstabilisatrice hostile à la puissance des États du Golfe dans la région.

Mais en fin de compte, nous devons comprendre que l'État israélien a



Vladimir Poutine et Xi Jinping en 2019. © Kremlin.ru, CC BY 4.0

Baconi sur le Hamas, son titre est significatif: *l'enfermement du Hamas* (1). Baconi a esquissé un scénario dans lequel le Hamas risquait de devenir un pouvoir administratif croupion à Gaza, enfermé, restreint, par l'occupation et administrant essentiellement l'austérité locale. Il n'était pas encore dans la situation dans laquelle Yasser Arafat, de l'OLP, s'était retrouvé, littéralement enfermé et encerclé par les Forces de défense israéliennes (FDI). Mais le Hamas a compris ce risque.

Si vous ne pouvez pas vous présenter comme une force de résistance à l'occupation des terres palestiniennes, vous devenez avec le temps un administrateur de l'occupation. Je pense que c'est en grande partie la motivation du 7 octobre, une tentative de restaurer l'idée de résistance.

démontré qu'il n'avait aucun intérêt à négocier avec les représentants du peuple palestinien. Récemment, Netanyahu a déclaré ouvertement et sans ambages qu'il était totalement opposé à toute forme d'État palestinien parcellaire et fractionné. Suggérer que les objectifs du processus de paix d'Oslo représentent un risque énorme pour le projet sioniste est à la limite de la folie. Les accords d'Oslo ont été une victoire pour les États-Unis et Israël. Néanmoins, l'idéologie dominante de la droite israélienne y voit des concessions excessives aux Palestiniens.

Même si la dynamique régionale a joué un rôle important dans les événements du 7 octobre, nous ne devons pas perdre de vue que tant qu'il n'y aura pas de mouvement en faveur d'une souveraineté palestinienne,

même semi-raisonnable, il y aura de la résistance. Malheureusement, cette résistance ne prendra pas toujours la forme que la gauche socialiste souhaiterait. Mais elle se produira d'une manière ou d'une autre.

Quel est votre point de vue sur l'état de la résistance et du mouvement au niveau international ? C'était extraordinaire de voir le mouvement palestinien aux États-Unis réapparaître en ce moment. Lorsque l'on voyage à travers le monde, on a l'impression que les gens regardent le mouvement aux États-Unis et voient son importance, notamment en raison du rôle du gouvernement étatsunien vis-à-vis d'Israël. Depuis le lancement du mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) en 2005, le mouvement palestinien a toujours été confronté à une hostilité flagrante. Aujourd'hui, il est confronté à la répression et à une forme plus extrême de maccarthysme que ce que nous avons vu dans ce pays depuis des décennies. Quelle est votre évaluation de l'évolution du mouvement palestinien, de ses contours politiques et des défis auxquels il est confronté ?

La vague d'attaques maccarthystes que nous avons observée sur les campus, à Hollywood et ailleurs est de mauvais augure, mais elle ne durera pas. Cela ne veut pas dire que ces attaques ne sont pas dangereuses. Mais je crois que la répression surcompense la faiblesse idéologique. Israël et les États-Unis sont confrontés à une crise de légitimité à propos de la Palestine. Il y a là les ingrédients d'un mouvement comme pour le Vietnam, une série d'éléments qui pourraient créer une énorme rupture sociale aux États-Unis et au-delà.

D'un point de vue symptomatique, ils se manifestent de manière très simple. Commençons par l'ampleur de la mobilisation. Je participe à des manifestations depuis plus de 50 ans. En novembre dernier, j'ai participé à la plus grande de ma vie. J'ai marché avec au moins 600 000 personnes à Londres lors de la marche de solidarité avec la Pales-

tine. Certains organisateurs disent qu'ils étaient 800 000. Rien que cela nous dit quelque chose.

Des dizaines de collaborateurs du président Biden ont tenu un piquet de grève à la Maison Blanche, portant des masques et protestant contre le soutien des États-Unis à la guerre contre Gaza. Des employés du Programme alimentaire mondial ont écrit à leur patron, un important politicien américain, pour protester contre la guerre à Gaza. Des journalistes de la BBC ont écrit une lettre ouverte dénonçant la partialité de la BBC envers les Palestiniens.

La guerre n'a commencé que depuis quatre mois. Des syndicats importants, comme ceux des travailleurs de l'automobile et des postiers aux États-Unis, se sont prononcés en faveur d'un cessez-le-feu. Il avait fallu cinq ou six ans pour qu'un grand syndicat se prononce contre la guerre au Vietnam. Tout cela témoigne d'une énorme fracture dans l'hégémonie du sionisme.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les forces pro-israéliennes sont si furieuses en ce moment. Elles savent notamment qu'elles perdent le soutien de la jeunesse juive. Et le rôle d'organisations comme Jewish Voice for Peace (JVP) a été énorme à cet égard. Nous assistons à une rupture générationnelle du type de celle que nous avons connue avec le Vietnam.

Il y a littéralement des millions de jeunes qui sont complètement opposés à la position de leur propre gouvernement. Comme indiqué précédemment, cette rupture se reflète même à des niveaux institutionnels assez élevés: la Maison Blanche avec les collaborateurs de Biden, le Département d'État et le Programme alimentaire mondial. Il s'agit de ruptures importantes qui se produisent beaucoup plus tôt en comparaison avec la guerre du Vietnam. Cela s'explique en partie par les campagnes que les militant·es de la solidarité avec la Palestine mènent depuis des années pour mettre en place la campagne BDS, les organisations étudiantes pour la justice en Palestine sur les campus et d'autres encore.

Nous avons assisté à une sorte de changement progressif qui s'accélère maintenant dans le contexte d'un génocide. C'est

un énorme problème pour la classe dirigeante. Biden utilise aujourd'hui un mot que le *New York Times* a tenté d'interdire il y a 30 ans, lorsque Thomas Friedman (entre autres) a inséré le terme « sans discernement » dans un article du *New York Times* sur le bombardement du Liban. Les rédacteurs en chef ont alors biffé ce terme. Ils

n'ont pas voulu le laisser paraître dans le journal. Aujourd'hui, Biden utilise ce terme.

C'est parce qu'ils lisent les sondages et qu'ils savent qu'ils perdent les jeunes et les Arabes-Américains en particulier. Je pense que si quelque chose doit compromettre la réélection de Biden, ce sera la Palestine. La perte des jeunes et des Arabes-Américains va

vraiment les frapper de plein fouet.

Rappelons que les manifestations de Chicago en 1968 ont eu lieu lors de la convention nationale du Parti démocrate. Les mouvements sociaux se mobilisaient contre un président du Parti démocrate qui menait une guerre impériale au Vietnam. Au moins dans un premier temps et sans le savoir, les Démocrates de Biden ont réactivé cette dynamique en soutenant le génocide à Gaza. Aujourd'hui, ils commencent à avoir une idée de ce qu'ils ont déclenché. Le problème auquel ils sont confrontés est que lorsque les deux principaux partis politiques sont en complet décalage avec la position de millions de jeunes sur la guerre, cela crée un énorme espace social et politique. Les mouvements sociaux ont essentiellement comblé ce vide dans les années 1960 et au début des années 1970.

Mais les mouvements sociaux dont nous disposons actuellement ne sont pas encore à la hauteur de la tâche. Nous aurons besoin de beaucoup plus d'organisations de masse. Et si ce mouvement se poursuit – nous ne savons pas s'il le fera – je pense qu'il est possible que nous soyons en présence d'une mobilisation sociale pluriannuelle autour de la Palestine. Des documents internes indiquent que le cabinet de guerre israélien veut encore un an de conflit à Gaza. Ils ne l'obtiendront peut-être pas, mais ils discutent ouvertement de l'expulsion de plus de deux millions de personnes vers la péninsule du Sinaï ou même vers le Sud-Liban. Quoi

« Nous ne devons pas sous-estimer ce que signifierait un mouvement mondial de solidarité avec la Palestine capable d'une mobilisation du même type et du même niveau que le mouvement contre la guerre du Vietnam pendant des années. »

qu'il arrive, une vague d'épidémies frappera Gaza dans les mois à venir. Lorsque vous détruisez le système d'approvisionnement en eau et les infrastructures de santé, c'est ce qui se produit.

Il se pourrait donc que nous soyons confrontés à une période beaucoup plus longue de mobilisation mondiale de solidarité avec la Palestine. Si cela est vrai, nous devons alors réfléchir à ce à quoi ressemble l'organisation d'un mouvement social sur une période de plusieurs années, comme c'est le cas pour le mouvement des droits civiques, par exemple. S'il est vrai que Martin Luther King occupait encore une position très importante sur la scène nationale au sein de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), King et la SCLC ne menaient pas la danse sur le terrain au milieu des années 1960. C'est le Comité de coordination des étudiants non violents (Student Nonviolent Coordinating Committee) qui a commencé à stimuler l'activisme des jeunes: le Freedom Summer (l'été de la liberté), les campagnes d'inscription sur les listes électorales, etc. Le SDS (Étudiants pour une société démocratique) a connu une croissance fulgurante. Tous deux ont été les

début, une grande partie de l'organisation du travail de solidarité avec la Palestine était essentiellement menée par une organisation de jeunes. Mais rapidement, une coalition de syndicats, d'organisations de défense de la justice pour les migrants, d'organisations universitaires, d'organisations religieuses et de groupes d'artistes a vu le jour. En conséquence, les manifestations à Toronto sont passées de 5 000 à 50 000 personnes parce que ce nouveau cadre d'organisation s'est mis en place. Il y a toutefois des problèmes, notamment parce que les dirigeants syndicaux aiment souvent contrôler les choses dans les coulisses.

Tel sera le défi à relever. Pouvons-nous, au cours des prochains mois, commencer à envisager, à élaborer des stratégies et à contribuer à la mise en place de structures et de cadres d'organisation nouveaux et plus larges pour les campagnes? Si nous y parvenons, il y a potentiellement un mouvement de millions de personnes à construire dans un pays comme les États-Unis.

Les ingrédients clés sont déjà présents dans un pays comme la Grande-Bretagne. Comme je l'ai dit, j'ai défilé avec 600 000 personnes ou plus à Londres. D'énormes marches ont eu lieu à Manchester, à Glasgow et ailleurs dans le pays le même jour. Nous sommes potentiellement revenus à ce niveau d'organisation anti-guerre.

Même si je pense qu'il y a d'énormes défis à relever en raison de l'épuisement de nos infrastructures de dissidence après des décennies de néolibéralisme, nous devons également nous rappeler que les mouvements qui ont reconstruit une gauche dans les années 1960 aux États-Unis sortaient du maccarthysme. Ils sortaient de l'écrasement de la gauche précédente. Il est donc possible de reconstruire et de réinventer, mais c'est là tout le défi.

Je ne veux pas donner l'impression de minimiser les difficultés. Elles sont réelles. Mais je ne veux pas non plus que l'on sous-estime les possibilités d'une organisation de masse à l'instar de ce qui s'est passé avec Black Lives Matter (BLM) lors du soulèvement pour George Floyd. Bien sûr, cela a été trop bref pour que de nouvelles organisations de masse se développent à grande échelle.

La lutte en Palestine ne sera peut-être pas déviée comme l'a été le soulèvement de BLM, en partie parce que le Parti démocra-

te a mis fin au soulèvement de BLM. Barack Obama a parlé à LeBron James et a encouragé les basketteurs à mettre fin aux grèves des athlètes. Ils ne voulaient plus d'arrêts de travail, de peur que cela ne nuise à la campagne présidentielle de Joe Biden. Ils ont obtenu la fin des grèves en échange de la promesse que les stades de basket seraient utilisés comme sites d'inscription sur les listes électorales.

Les Démocrates ne peuvent pas faire cela maintenant sur la question de la Palestine. Ils ne peuvent pas envoyer Obama ou Biden ou n'importe quel Démocrate pour tuer le mouvement maintenant. Les enjeux d'un génocide sont trop importants. L'une des discussions stratégiques dont nous aurons besoin au cours des prochains mois au sein de la gauche américaine portera sur la manière dont nous pouvons commencer à créer des cadres plus larges pour la solidarité et la mobilisation en faveur de la Palestine. Les opportunités sont là.

Le Parti démocrate est discrédité au moment même où l'extrême droite connaît une résurgence au niveau international et national. Le discrédit et l'affaiblissement du soutien à Biden sont en fait antérieurs au 7 octobre et au soutien manifeste des Démocrates au génocide. Mais l'extrême droite a pu, à bien des égards, se présenter comme un contre-pouvoir hégémonique pour répondre au problème du « marécage » de l'establishment. Il ne s'agit pas seulement de Trump, mais aussi de Javier Milei en Argentine. Partout, l'extrême droite se présente de cette manière, ce qui n'est pas le cas de la gauche à bien des égards.

Vous avez tout à fait raison de le souligner. L'initiative politique, en particulier dans l'arène électorale, a été le fait de la droite et, dans certains cas, de l'extrême droite, ce qui est effrayant. Il serait désastreux pour chacun d'entre nous, au sein de la gauche socialiste, de sous-estimer cet état de fait. Car ce qu'ils essaient de faire, et dans certains cas ils y parviennent avec un certain succès, c'est de déplacer la colère de la classe ouvrière, de la classe des patrons vers les couches socialement opprimées de la classe ouvrière.

Cette dynamique nous est familière.

“*Les difficultés sont réelles. Mais je ne veux pas non plus que l'on sous-estime les possibilités d'une organisation de masse à l'instar de ce qui s'est passé avec Black Lives Matter lors du soulèvement pour George Floyd.*”

pivots de l'organisation de la lutte pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam. L'initiative s'est ensuite déplacée pendant un certain temps vers le Congrès pour l'égalité raciale, qui est devenu un élément central de l'organisation.

En d'autres termes, le mouvement doit réinventer les formes d'organisation au fur et à mesure qu'il avance. Nous ne devrions pas supposer que les structures d'organisation actuelles sont gravées dans le marbre. À un moment donné, si le mouvement prend de l'ampleur, il sera possible – et nécessaire – de mettre en place un cadre général réunissant les syndicats, les organisations religieuses, les groupes d'étudiants, les universitaires dissidents et les organisateurs de mouvements sociaux dans le cadre de nouvelles modalités d'organisation.

Je l'ai déjà remarqué à Toronto. Au

Nous pouvons remonter aux grands écrits des années 1970, comme *Policing the Crisis* de Stuart Hall avec un certain nombre de coauteurs, qui nous dit en substance: « Écoutez, ils présentent la crise économique du capitalisme comme une crise de la sécurité personnelle et du maintien de l'ordre. Ils ciblent les personnes de couleur comme cause de la crise sociale. Et si nous n'avons pas de parade à cela, nous sommes en mauvaise posture » (2).

Une partie du problème réside dans l'érosion des anciennes formes de solidarité de classe. Dans certains cas, elles ont été détruites par les institutions. Et nous devons toujours nous rappeler que le néolibéralisme dépend d'une série de défaites infligées aux organisations de la classe ouvrière.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher savait que le National Union of Mine Workers devait être vaincu dans l'intérêt du néolibéralisme. Pour briser la politique de solidarité de la classe ouvrière, il fallait écraser les mineurs. En Bolivie, les néolibéraux savaient qu'il s'agissait des mineurs d'étain, peut-être le syndicat le plus militant d'Amérique du Sud. En 1985, des milliers d'entre eux qui participaient à une marche ont été confrontés à l'armée et vaincus.

À un niveau moins dramatique, mais tout aussi significatif sur le plan social, la grève des contrôleurs aériens a été brisée par Ronald Reagan aux États-Unis. Une fois que les organisations et les syndicats qui constituent le fondement institutionnel de la solidarité de la classe ouvrière sont détruits ou gravement affaiblis, les gens ont tendance à se rabattre sur des stratégies de survie individuelles, à moins qu'une autre forme d'organisation de gauche ne vienne combler le vide. Et cela induit la concurrence et la rivalité, plutôt que la coopération et la solidarité.

L'extrême droite continue de tirer parti de ce fait. Son message est le suivant: si vous voulez une stratégie de survie individuelle, nous allons vous élever au-dessus de ces « inférieurs », qui ont bénéficié de l'aide des élites libérales sous la forme de discrimination positive, de diversité, d'équité et d'inclusion, de programmes d'aide sociale, de laxisme en matière de criminalité, etc. Ce problème persistera jusqu'à ce que la reconstruction des organisations de la classe ouvrière à une échelle significative ramène un grand nombre de personnes de la classe ouvrière dans des projets collectifs et des formes d'organisation collective.

La lutte de solidarité avec la Palestine peut se répercuter sur les lieux de travail, comme je l'ai dit. Les grands mouvements sociaux peuvent jouer un rôle extrêmement important. Même s'ils n'ont pas le même ancrage que les syndicats sur le lieu de travail, ils créent de nouvelles solidarités collectives. Ils deviennent le terreau de nouvelles identités politiques. L'idée qu'une action de masse peut donner des résultats se répercute sur d'autres formes d'organisation, telles que l'organisation communautaire et l'organisation sur le lieu de travail.

En tant que militants de la cause socialiste, nous devons essayer de travailler avec toutes ces petites pousses vertes qui ont émergé en termes d'organisation syndicale et sur le lieu de travail. Il est extrêmement important de les cultiver, mais nous devons également

être conscients des possibilités de mobilisations sociales à plus grande échelle, car elles attireront les jeunes travailleurs et les travailleurs de couleur en particulier.

Si nous parvenons à mettre sur pied une véritable campagne populaire de solidarité avec la Palestine contre la guerre à Gaza dès à présent, elle se propagera. Cela ne signifie pas que la droite disparaîtra électoralement, mais l'une des choses essentielles que nous devons comprendre stratégiquement pour la gauche est que l'arène électorale est moins propice pour nous qu'elle ne l'est pour la droite. L'arène électorale convient mieux à la droite parce qu'elle n'essaie pas de briser les institutions du pouvoir capitaliste. Elle nous convient moins parce que la gauche est, dans sa grande majorité, obligée de s'adapter lorsqu'elle pénètre dans les rouages de l'État, même dans ses structures élues.

Bien sûr, on peut créer d'énormes contrepoids si l'on dispose de mouvements sociaux de masse, et je ne dis donc pas qu'il ne faut jamais contester le pouvoir dans l'arène électorale. Mais l'une des choses que nous avons constatées, c'est qu'à moins que les représentants élus de la gauche ne soient ancrés dans les mouvements sociaux de masse, qui exercent une attraction sur l'électorat, ils s'accommodent de l'électoratisme – et c'est très grave.

À l'heure actuelle, les avancées électorales

de la droite doivent être contrées par tous les moyens possibles. Mais si nous voulons mettre fin à l'attaque contre les droits reproductifs aux États-Unis, par exemple, nous ne devons pas nous concentrer sur l'élection de Démocrates. Nous devons au contraire reconstruire un mouvement de masse en faveur du choix en matière de procréation. C'est ce que nous avons vu ailleurs, et ce sera le cas aux États-Unis, tout comme dans les années 1970, en termes de victoire sur les droits fondamentaux.

Les mouvements sociaux de masse créent un autre type de politique. Ils enseignent aux gens que la politique n'a pas à se soumettre aux dirigeants du monde entier. Nous ne gagnerons jamais la confiance des classes populaires si c'est ce que nous leur proposons comme alter-

native c'est une élite technocratique, comme Biden et compagnie, qui ont été toute leur vie des valets politiques dans les rouages du Parti démocrate.

De cette façon, nous

n'avançons pas et nous sommes en fin de compte perdants sur le plan politique. La vraie question pour nous est de créer un contrepoids de masse et une vie politique qui préfigure un autre type de politique, un autre type d'organisation et un autre type de lutte.

Cela produira inévitablement des retombées électorales. Pensez par exemple au Parti démocratique de la liberté du Mississippi ou au Parti de la paix et de la liberté associé au Black Panther Party en Californie. Il y aura des retombées électorales, mais à l'heure actuelle, la priorité absolue est de créer une force de gauche en politique pour contrer la droite. Pour ce faire, nous avons besoin de mouvements de masse de gauche. Nous devons revenir à la mobilisation dans la rue, au sein des communautés et sur les lieux de travail. Il y a une ouverture en ce moment autour de la justice pour la Palestine. J'espère que nous ne la gaspillerons pas. ■

Le 4 mars 2024

2. Stuart Hall (réd.), Chas Critcher, Tony Jefferson, John Clarke, Brian Roberts, *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*, Macmillan, London 1978.

À quoi ressemble un génocide

Le terme génocide pour parler de la situation à Gaza fait débat. Pourtant, l'analyse historique, juridique et concrète atteste de la réalité de celui-ci. Cette compréhension est nécessaire pour y faire face.

Par la rédaction d'*Against the Current**

La diffusion en direct et à la télévision de la guerre à Gaza depuis le 7 octobre donne un nouvel éclairage sur des choses qui ne pouvaient pas auparavant être vues en temps réel. Dans leur article intitulé « *Gaza: une horrible fenêtre sur la crise du capitalisme mondial* » (1), William I. Robinson et Hoai-An Nguyen observent:

« *Le vingtième siècle a connu au moins cinq cas de génocide avéré, défini par la Convention des Nations unies comme un crime commis dans l'intention de détruire un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tout ou en partie. Le siècle a commencé par le génocide des Herero et des Nama par les colonialistes allemands de 1904 à 1908 dans ce qui est aujourd'hui la Namibie. Il a été suivi par le génocide ottoman des Arméniens en 1915 et 1916, l'holocauste nazi de 1939-1945 et le génocide [des Tutsis] au Rwanda de 1994.* » (2) À cette liste pourraient être ajoutés, par exemple, le génocide colonial belge sous le roi Léopold au Congo ainsi que le génocide des Amérindiens aux États-Unis, bien qu'il ait été largement achevé au XIX^e siècle.

« *Alors que le génocide d'Israël à Gaza est retransmis en direct, les règles de la guerre ne s'appliquent plus, si elles l'ont jamais été, pour Tel Aviv et Washington. Il y a eu plus de morts civiles enregistrées à Gaza au cours des deux premiers mois du conflit – près de 20 000 – que pendant les 20 premiers mois du conflit Russie-Ukraine [l'invasion russe à grande échelle de 2022, note de Against the Current] qui a coûté la vie à 9 614 civils* » (3).

**Against the Current* est la revue bimensuelle de Solidarity (États-Unis). Elle est animée notamment par des militant·es de la IV^e Internationale. Traduit par AL.

1. « *Gaza: a ghastly window into the crisis of global capitalism* », 15 janvier 2024, *The Philosophical Salon*.
2. Traduction par *Des nouvelles du front*.
3. Ces chiffres continuent d'augmenter et ne sont que des estimations, souvent partielles.



Les caractéristiques d'un génocide

Dans l'imaginaire populaire, le terme « génocide » correspond certainement l'appareil de mort industriel nazi, ses wagons à bestiaux et ses chambres à gaz, le meurtre industriel à échelle de masse de victimes contraintes de creuser leur propre tombe, les populations juives des ghettos vouées au transport et à l'extinction. Mais cette horreur ultime du XX^e siècle n'épuise pas la définition.

L'article II de la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » des Nations unies (1948) détermine: « *le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel: a) Meurtre de membres du groupe; b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe; c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.* »

Quatre de ces points (a à d) ont été

entièrement documentés dans le recours de l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice sur l'assaut d'Israël contre Gaza (la CIJ est un organe distinct de la Cour pénale internationale, qui a inculpé Vladimir Poutine sur le cinquième point, à savoir l'enlèvement d'enfants ukrainiens en vue de leur « adoption » en Russie.)

En effet, des « *mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe* » sont avérées, car les femmes et les enfants représentent plus de la moitié des décès à Gaza, l'effondrement du système médical contraint les femmes (50 000 sont enceintes à Gaza) à accoucher sans soins prénataux ou hospitaliers appropriés, et la malnutrition rend l'allaitement pratiquement impossible – tout cela avant l'invasion imminente de Rafah par Israël, et tandis que près de 1,5 million de personnes déplacées à Gaza vivent dans des conditions indescriptibles.

La nature de l'offensive israélienne

Franchement, aux yeux de la grande majorité du monde, parler de génocide est presque une évidence. La défense d'Israël à la présentation de l'équipe juridique sud-africaine était assez pathétique, elle n'a pas

réfuté le moindre point factuel. Dépourvu de toute rhétorique, Israël a essentiellement avancé deux arguments: 1. Nous sommes l'État juif né de l'Holocauste, comment peut-on nous accuser de génocide ? 2. Le Hamas a commis des atrocités de masse le 7 octobre, et Israël a « *le droit et la responsabilité sacrés de se défendre* ».

Le point 1 est une demande d'immunité permanente (Donald Trump n'en serait-il pas fier ?). Et le point 2 n'a rien à voir avec l'affaire portée devant la CIJ, qui traite des accusations portées contre des États. Les dirigeants du Hamas et d'Israël pourraient être inculpés par la Cour pénale internationale, mais le Hamas, en tant qu'entité non étatique, ne peut pas être partie prenante des procédures de la CIJ.

La nature du 7 octobre n'est pas le débat

Avant d'examiner le statut du « droit à se défendre » d'Israël, soyons clairs sur les faits de base, quels que soient ceux qui ressortent en fin de compte des nombreuses affirmations contradictoires sur qui a tué combien de personnes en Israël le 7 octobre. L'aile militaire du Hamas (quoi qu'aient souhaité les autres parties de l'organisation ou les habitant-es de Gaza en général) a mené une attaque terroriste contre un État terroriste. Elle a tué des civils non combattants et, selon des rapports crédibles, a commis des violences sexuelles hideuses et meurtrières.

Mais le dossier soumis à la CIJ ne porte pas sur le caractère de l'attaque du Hamas, mais sur la question de savoir si le terrorisme d'État d'Israël à Gaza équivaut à « l'intention de détruire, totalement ou en partie », sa population.

À titre d'analogie, imaginons que la Chine – avec ou sans provocation – lance une campagne de bombardements et une invasion terrestre dans la province du Xinjiang (le territoire ouïgour) et qu'en un peu plus de trois mois elle tue 1 % (chiffre sous-estimé) de la population, détruit délibérément presque tous les hôpitaux et fasse exploser les ambulances avec des obus de chars, tue plus de 100 journalistes dans des attaques clairement ciblées, ordonne aux civils de se déplacer et les bombarde

lorsqu'ils fuient, suggère que la population puisse être transférée « volontairement » et dise ouvertement que la guerre se poursuivra pendant un an.

Il n'est pas difficile d'imaginer comment le monde, le gouvernement et les médias américains appelleraient une telle situation. Et si, par exemple, une puissance comme la Russie fournissait à la Chine les bombes et l'artillerie nécessaires à l'assaut ? Cette analogie suggère que le dossier sud-africain devant la CIJ présentait une lacune: elle ne désignait pas les États-Unis comme partenaires du massacre de Gaza, alors que Washington le finance et le soutient.

Occupation et « droit à se défendre »

Le droit d'Israël à se défendre contre le Hamas est si largement répété, à travers le spectre politique et médiatique, qu'il est considéré comme un axiome. C'est pourquoi il est nécessaire de l'interroger.

En vertu des principes du droit international – même si, dans la pratique, Israël l'ignore, avec la protection des États-Unis – Gaza a le statut de territoire occupé par Israël. Le retrait des colonies israéliennes en 2005, dont la protection était devenue trop coûteuse, n'a pas mis fin au contrôle d'Israël sur l'économie de Gaza, qu'il a systématiquement sous-développée et pillée, ni son contrôle sur ce qui pouvait entrer et sortir.

Depuis 2007, lorsque le Hamas a pris le pouvoir à Gaza (à la suite d'une tentative avortée de coup d'État, soutenu par les États-Unis, contre le Hamas), cette bande de territoire de la taille de Detroit, qui compte 2,3 millions d'habitants, est soumise à un siège qui dure depuis 16 ans, avec des approvisionnements alimentaires permettant seulement la survie de la population, et ponctué par des épisodes répétés de bombardements et de destruction des infrastructures par Israël.

Il existe des règles établies régissant l'occupation de territoires en temps de guerre (Quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, août 1949 : Section III, « Territoires occupés », articles

47-78). Ces règles précisent que la puissance occupante est responsable du bien-être de la population occupée, ce qui signifie que le droit d'Israël à l'autodéfense est limité par le fait qu'il n'a pas plus le droit de bombarder Gaza et sa population qu'il n'a le droit de bombarder ses propres citoyens.

Indépendamment du caractère monstrueusement disproportionné des massacres et des destructions qu'Israël a infligés, et de ses mensonges flagrants concernant la « limitation au minimum des pertes civiles » – alors que le contraire est évident –, il n'avait tout simplement pas le droit de lancer une telle opération militaire.

Conséquences pratiques d'une guerre génocidaire

Nous sommes tout à fait conscients que les statistiques formulées à partir des données concernant les destructions au début du mois de février seront largement dépassées quand cet article sera publié. Même à l'heure actuelle, le bilan de 27 000 morts à Gaza est largement sous-estimé.

Avec les milliers de corps non retrouvés sous les bâtiments détruits, le nombre réel de victimes doit être supérieur à 30 000, et ce avant la propagation rapide et presque inévitable des épidémies dues à l'effondrement des services de santé, au bombardement de presque tous les hôpitaux, à l'absence d'eau potable, à la surpopulation et la famine.

Bien plus de la moitié des structures de Gaza ont été détruites, à tel point qu'il est difficile de voir comment elles peuvent être rendues habitables à nouveau. À cela s'ajoute la démolition culturelle délibérée – la destruction par l'armée israélienne d'universités et de musées contenant des archives et des artefacts inestimables, rivalisant avec ce que l'État islamique faisait en Syrie et en Irak.

Des intellectuels palestiniens de premier plan ont été pris pour cible, ainsi que plus de 100 journalistes et plus de 300 personnels médicaux. L'armée israélienne a tué 94 professeur-es d'université, ainsi que des centaines d'enseignant-es et des milliers d'étudiant-es, dans le cadre de son assaut permanent contre les Palestinien-nes de la bande de Gaza, selon l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme (Euro-Med Human Rights Monitor).

“*Les actions d'Israël s'inscrivent dans le cadre de ses politiques publiques visant à rendre inhabitable la bande de Gaza et à en expulser ses résident-es palestinien-nes.*”



Journée de mobilisation à Burgos, État espagnol. © Anticapitalistas Burgo.

Celui-ci a souligné que « les actions d'Israël s'inscrivent dans le cadre de ses politiques publiques visant à rendre inhabitable la bande de Gaza et à en expulser ses résident-es palestinien-nes... en instaurant une atmosphère coercitive, dépourvue des services de base et de ce qui est nécessaire pour survivre, c'est-à-dire en réduisant à néant la sécurité physique et la stabilité psychologique de la population, ce qui pourrait finalement forcer les habitant-es de la bande de Gaza à évacuer ».

Des conséquences politiques sur la durée

Cette organisation de défense des droits humains basée à Genève a déclaré qu'Israël « a ciblé des universitaires, des scientifiques et des intellectuels de la bande de Gaza lors de raids aériens délibérés et ciblés sur leurs maisons, sans préavis » (4). Ces chiffres horribles seront dépassés dans quelques semaines, mais ils laissent présager d'autres conséquences désastreuses.

1. Les peuples du Moyen-Orient et du monde musulman ne pardonneront jamais à Israël ce qu'il a fait pour imposer une seconde Nakba à la Palestine – même si l'Arabie saoudite et d'autres royaumes pétroliers ont joyeusement l'intention de reprendre la « normalisation » des relations à la première occasion.

4. « Gaza Civilians, Under Israeli Barrage, Are Being Killed at Historic Pace », Lauren Leatherby, *The New York Times*, 26 novembre 2023.

2. Dans la politique étatsunienne et mondiale, le massacre de Gaza a provoqué une hémorragie du soutien à Joe Biden parmi les Américain-es d'origine arabe ainsi que parmi la base électorale progressiste et chez les jeunes juifs. Pendant ce temps, Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine attendent les élections américaines, dans l'espoir de voir revenir Donald Trump – avec tout ce que cela implique pour les États-Unis, le monde et la catastrophe environnementale mondiale.

3. Même avec des informations incomplètes, il est clair que l'armée israélienne à Gaza et en Cisjordanie commet des actes de sauvagerie sadique, notamment des exécutions de prisonniers non armés – rappelant les atrocités commises par l'armée russe à Boutcha et dans d'autres villes ukrainiennes – ainsi que la destruction d'ambulances avec des obus de chars, et des fusillades aléatoires dans la rue, dont nous avons eu connaissance à partir du moment où trois otages israéliens évadés en ont été les victimes.

Cela indique la présence significative d'une extrême droite profondément raciste au sein des forces de défense israéliennes, qui va alimenter la crise politique latente en Israël. L'obscène conférence

de célébration « La colonisation apporte la sécurité et la victoire », une conférence en faveur du « dépeuplement » de Gaza et d'une recolonisation israélienne, montre que les forces fascistes au sein du gouvernement israélien n'ont plus besoin de cacher leurs intentions. La coalition formée autour de Netanyahu étant de plus en plus menacée par l'extrême droite et la désillusion générale de la population, la lutte à l'intérieur d'Israël risque d'être marquée par davantage de violence, tant à l'encontre des communautés palestiniennes qu'entre les forces politiques israélo-juives.

4. Le danger d'une guerre régionale beaucoup plus vaste, que ce soit au Liban avec le Hezbollah ou avec l'éventuelle implication directe des États-Unis et de l'Iran, s'accroît à mesure que le massacre de Gaza se poursuit, bien qu'il soit difficile d'évaluer le niveau de la menace.

5. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas ce qui se passe dans les négociations semi-secrètes concernant une « pause » prolongée de deux mois et l'échange d'otages et de prisonniers. Nous ne saurons pas non plus, si un tel accord se concrétise, quelles pourraient en être les clauses secrètes. Ce qui est clair pour le mouvement propalestinien et pacifiste, c'est que si une telle pause se produit, il

“Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine attendent les élections américaines, dans l'espoir de voir revenir Donald Trump – avec tout ce que cela implique pour les États-Unis, le monde et la catastrophe environnementale.”

sera impératif d'intensifier la lutte pour un cessez-le-feu immédiat et permanent jusqu'à ce qu'il devienne politiquement impossible pour le gouvernement américain de permettre à Israël de reprendre le massacre.

À l'heure où nous mettons sous presse, l'armée israélienne déclare que son assaut à grande échelle sur Rafah se poursuivra si tous les otages ne sont pas libérés avant le début

du ramadan. Pendant ce temps, même si les grands médias américains montrent beaucoup moins que ce que le reste du monde peut voir, l'affichage quotidien sur nos écrans de la destruction de Gaza et de la Palestine se poursuit. En 2024, nous pouvons donc dire « à quoi ressemble un génocide » – et que nous en subissons les conséquences pendant des décennies. ■

L'impact sur le Moyen-Orient de la guerre génocidaire israélienne

On aurait tort de considérer l'offensive en Palestine comme un acte de guerre isolé. En réalité, cela s'inscrit dans un cadre plus global de tensions entre les États-Unis et les différents États du Moyen-Orient.

Par
Joseph Daher*

L'armée d'occupation israélienne continue, plus de 160 jours après son début, à mener une guerre génocidaire contre la population palestinienne de la bande de Gaza. Cette opération a immédiatement succédé à l'attaque du Hamas du 7 octobre, qui a provoqué la mort de 1 139 personnes, dont 695 civil-es israélien-nes, 373 membres des forces de sécurité et 71 étranger-es. Il convient de noter que le 7 octobre 2023, des civil-es israélien-nes ont également été tué-es par les forces d'occupation israéliennes, notamment par des tirs d'obus de chars sur des maisons où des Israélien-nes étaient détenus. Un élément peu rappelé dans les médias dominants occidentaux.

Les 2,4 millions d'habitant-es de la bande de Gaza vivent sous un bombardement israélien constant d'une violence inégalée. À la mi-mars 2024, selon les estimations les plus basses, plus de 31 000 Palestinien-nes ont été tué-es par les frappes israéliennes, dont plus de 12 300 enfants. Le nombre d'enfants tué-es en un peu plus de quatre mois dans la bande de Gaza est supérieur au nombre d'enfants tué-es par toutes les guerres au niveau international au cours des quatre dernières années. La grande majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Il faut ajouter plus de 10 000 disparu-es sous les décombres et présumé-es mort-es. Plus de 1,9 million de Palestiniens ont été déplacé-es sur le territoire de la bande de Gaza, soit plus de 85 % de la population totale. À bien des égards, il s'agit d'une nouvelle Nakba. Lors de la Nakba de 1948, plus de 700 000 Palestinien-nes avaient été chassé-es de leurs foyers par la force et étaient devenu-es des réfugié-es. Ce mécanisme s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui.

À l'heure actuelle, les tensions régionales continuent de s'intensifier sans se transformer (pour l'instant) en une guerre ouverte généralisée, bien que les tensions se soient accrues de façon spectaculaire depuis le début du mois de janvier. Face à la violence de l'armée d'occupation israélienne, soutenue par ses alliés impérialistes occidentaux, les peuples de Syrie, d'Irak, du Yémen et du Liban sont confrontés aux risques croissants d'une conflagration régionale plus meurtrière encore.

Des interventions israéliennes en Syrie

Depuis le 7 octobre, Israël a pris à plusieurs reprises la Syrie pour cible, en procédant à des assassinats ciblés de personnalités importantes. Au sud de Damas, des missiles israéliens ont assassiné le général de brigade Razi Mousavi, un commandant clé de la Force Qods, la branche des opérations extérieures et l'unité d'élite des Gardiens de la révolution (le corps d'armée qui porte l'idéologie de la République islamique d'Iran). Les dirigeants iraniens ont promis de réagir à l'assassinat du 25 décembre.

Quelques jours plus tard, le 8 janvier, Hassan Akkacha, un membre du Hamas, responsable des opérations de tir de roquettes sur Israël depuis la Syrie, a été tué par l'armée d'occupation israélienne opérant à Beit Jinn, une ville israélienne située au sud-ouest de Damas. Entre le 12 octobre et le 8 janvier, pas moins de 18 frappes israéliennes ont visé à plusieurs reprises les aéroports de Damas et d'Alep. Elles ont également frappé des positions et des installations du Hezbollah et des forces pro-iraniennes dans la région de Damas.

Bien que le dictateur Bachar el-Assad ait affirmé en paroles sa solidarité avec les Palestiniens, le régime syrien ne semble

avoir ni l'intérêt ni la capacité de participer directement à une riposte à la guerre israélienne contre la bande de Gaza. Cette attitude est conforme à la politique historique du régime syrien qui, depuis 1974, s'efforce d'éviter toute confrontation sérieuse et directe avec Israël. En outre, la condamnation de la guerre menée par Israël de la part des responsables syriens ne débouchera sur aucune forme de soutien militaire ou politique au Hamas. Il n'y aura pas de renforcement des relations entre ces deux acteurs, pas de retour à la configuration d'avant 2011, qui avait été suspendue après que le mouvement palestinien eut exprimé son soutien au soulèvement syrien.

Si le régime syrien a rétabli les liens avec le Hamas à l'été 2022, c'est grâce à la médiation du Hezbollah. Les relations futures entre la Syrie et le Hamas seront principalement fonction des intérêts liés à l'Iran et au Hezbollah et structurés par ces derniers.

Tensions entre la Syrie et la Turquie

Entre-temps, la violence s'est intensifiée dans le nord de la Syrie. Le nord-ouest est devenu un nœud de conflits marqué par une intensification des bombardements de la part de la Russie et de la Syrie. Cette escalade fait suite à une action particulièrement meurtrière menée lors de la

* **Joseph Daher**, militant d'origine syrienne, enseigne à l'Université de Lausanne, en Suisse, et est professeur affilié à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie, où il coordonne le projet de recherche *Trajectoires syriennes*. Il est l'auteur de *Syria after the Uprisings, The Political Economy of State Resilience* (2019), de *Hezbollah, l'économie politique du parti de Dieu au Liban* (2016), et de *La question palestinienne et le marxisme* (2023). Il est également l'auteur de nombreux rapports et articles relatifs à l'économie syrienne. Première publication le 17 janvier 2024 sur le site de Solidarity. Traduit par Pierre Vandevoorde, revu et actualisé par l'auteur.

cérémonie de remise des diplômes d'une académie militaire dans la ville de Homs qui a coûté la vie à au moins 89 personnes. Cette attaque, qui a été effectuée par des drones chargés d'explosifs provenant probablement des zones voisines contrôlées par les autorités turques ou par Hayat Tahrir Sham (HTS) (1), a donné le coup d'envoi à une série de bombardements d'une ampleur accrue.

Cet attentat a servi de prétexte au régime syrien et à son allié russe pour intensifier leurs actions militaires dans la région, ce qui a eu de graves conséquences humanitaires. Depuis le début du mois d'octobre, plus de 100 personnes ont été tuées, dont près de 40 % d'enfants, et plus de 400 autres ont été blessées. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), 120 000 personnes ont été contraintes de quitter leur domicile en raison des tirs d'artillerie et des bombardements effectués par les forces armées de Damas et de Moscou.

L'armée turque a élargi sa zone d'action en ciblant les régions contrôlées par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). Cette décision stratégique a été prise à la suite d'un attentat perpétré le 1^{er} octobre à

l'entrée du ministère de l'Intérieur à Ankara, qui a fait deux blessés parmi les policiers. Un groupe affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué l'attentat. Ceci a conduit le gouvernement turc à

prendre des mesures rapides et énergiques. Entre autres, le 17 octobre, le parlement turc a voté en faveur d'une prolongation de son mandat, autorisant les forces armées à lancer des opérations transfrontalières en Syrie et en Irak pendant deux années supplémentaires.

Depuis octobre 2023, de nombreuses frappes aériennes et des attaques de drones ont privé d'électricité, d'eau, de chauffage et d'autres types d'infrastructures une grande partie de la population du nord-est, temporairement ou pour

1. Hayat Tahrir al-Cham, Organisation de libération du Levant, est un groupe rebelle et djihadiste de la guerre civile syrienne, connu en arabe sous l'acronyme Hetech.

toute la durée des froids mois d'hiver. À la fin du mois de décembre, l'aviation et les drones turcs ont effectué une série de bombardements sur le nord-est de la Syrie, ciblant des sites pétroliers et des installations essentielles. Ces opérations ont provoqué des coupures de courant dans plusieurs villes et dans les campagnes du canton de Jazeera, réduisant de 50 % la capacité de production des centrales électriques. En 2023, les attaques turques ont tué au moins 176 civils et en ont blessé 272 autres. Tout au long du mois de janvier 2024, la Turquie a mené une nouvelle série de frappes aériennes contre le nord-est de la Syrie et le nord de l'Irak.

Cette escalade généralisée dans la fréquence des bombardements au nord de la Syrie s'explique par la volonté de profiter du fait que l'attention de la communauté internationale se concentre actuellement sur la guerre israélienne contre Gaza. Les principaux États impliqués – notamment la Turquie, la Russie et le régime syrien – profitent stratégiquement de la forte concentration de la communauté internationale et de l'opinion publique sur la guerre israélienne. Cette manœuvre calculée leur permet

d'opérer avec un degré bien réel d'impunité sur ce théâtre septentrional.

Mettant à profit le chaos, les bases militaires américaines en Syrie – et en Irak – sont devenues la cible d'un nombre croissant d'attaques de

drones et de roquettes orchestrées par des groupes affiliés à l'Iran. À la mi-février 2024, les troupes et bases américaines en Syrie et en Irak avaient été attaquées plus de 170 fois par des roquettes et des drones depuis le 17 octobre. Ces actions sont une réponse directe au soutien apporté par Washington à l'action militaire d'Israël dans la bande de Gaza. C'est un moyen pour eux de faire progresser leurs intérêts à la fois politiques et locaux. Depuis la fin du mois d'octobre, les frappes aériennes américaines visent systématiquement plusieurs installations utilisées par les milices pro-iraniennes et le Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran dans l'est de la Syrie.

Le maintien de la présence étatsunienne en Irak

En Irak, des tensions sont également apparues entre les forces armées américaines et les milices pro-iraniennes. Le 4 janvier, les forces américaines ont frappé un quartier général de la sécurité irakienne au cœur de la capitale, Bagdad. Deux membres de la faction al-Noujouba de la milice pro-iranienne Hachd al-Chaabi ont ainsi été tués. Parmi les miliciens assassinés, le commandant Abou Taqwa, qui était accusé par Washington d'être activement impliqué dans des attaques contre les bases militaires américaines en Irak. Les Hachd al-Chaabi étant officiellement intégrés à l'armée nationale irakienne, le ministère irakien des affaires étrangères a fermement condamné l'attentat.

Le cabinet du Premier ministre Mohammad Chia al-Soudani a quant à lui qualifié la frappe du 4 janvier d'escalade dangereuse. Il a annoncé la formation d'un comité bilatéral chargé de prendre des mesures pour mettre fin définitivement à la présence des forces de la coalition internationale (dirigée par les États-Unis).

Ce n'est pas la première fois que la classe politique dirigeante irakienne appelle au départ des forces américaines. Après l'assassinat en 2020 par les États-Unis de Kassem Soleimani, chef de la force iranienne al-Qods des Gardiens de la Révolution à Bagdad, le Premier ministre par intérim Adel Abdel-Mahdi avait demandé à Washington la mise en place d'un plan de retrait de ses troupes. Cette demande avait reçu un refus catégorique de la part du Département d'Etat américain.

Le Parlement irakien avait également élaboré un projet de loi exigeant le retrait des troupes américaines, mais la résolution n'était pas contraignante. Officiellement, les 2 500 soldats américains présents en Irak fournissent assistance, conseil et formation aux forces armées irakiennes. Leur présence s'est faite à l'invitation du gouvernement irakien, qui en 2014 avait demandé une assistance pour combattre le groupe djihadiste dit État islamique (EI), mais elle figurait aussi dans l'accord stratégique signé en 2008 entre l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki – aujourd'hui membre du Cadre de coordination chiite pro-iranien – et Washington. L'accord avait ensuite été approuvé par le Parlement irakien. De son côté, Washington souhaite maintenir sa présence militaire à la fois en Irak et en Syrie.

Assassinats et conséquences

Les tensions dans la région se sont encore fortement accrues fin janvier et début février après le bombardement américain de 85 cibles au total sur sept sites différents (quatre en Syrie et trois en Irak) contre des infrastructures et des sites liés à des milices affiliées à Téhéran, en Syrie et en Irak.

Cette action a été qualifiée de représailles à la mort de trois soldats américains dans la base militaire de la Tour 22 en Jordanie, lors d'une attaque attribuée à la Résistance islamique en Irak, composée de milices pro-iraniennes en Irak, dont Kataeb Hezbollah (2).

Quelques jours plus tard, les États-Unis, lors d'une attaque de drone, ont assassiné à Bagdad le haut commandant du Kataeb Hezbollah, Wissam Mohammad Saber, connu sous le nom de Abou Bakr al-Saadi, ainsi qu'un autre chef de la brigade et un chauffeur.

Les conséquences de ces attaques ont été directes. Craignant des représailles à grande échelle et probablement sous la pression de l'Iran (qui cherche à éviter une confrontation directe avec les États-Unis), le Kataeb Hezbollah avait récemment annoncé qu'il renoncerait temporairement aux attaques contre des bases américaines après la frappe meurtrière en Jordanie. Par la suite, la milice a juré de se venger de l'assassinat de l'un de ses commandants.

L'Irak est devenu le principal champ de bataille sur lequel les États-Unis et l'Iran mènent des attaques par procuration. Téhéran a par exemple lancé mi-janvier des frappes sur la ville d'Erbil, au Kurdistan irakien, pour envoyer un message de

dissuasion à Israël et à son allié américain.

Même si ni l'Iran ni les États-Unis n'ont l'intention de s'engager dans une confrontation directe ou d'entraîner la région dans une guerre totale, Bagdad risque de subir les conséquences de leurs affrontements tant que les tensions resteront vives au Moyen-Orient, dans le contexte de la poursuite de la guerre. de la guerre génocidaire israélienne contre la bande de Gaza.

Au Yémen, Houthis contre États-Unis

De la même manière, du côté yéménite, la tension monte entre le mouvement politique armé yéménite des Houthis et les forces armées américaines et leurs alliés. Depuis le 7 octobre, en solidarité avec les Palestiniens, les Houthis ont multiplié les attaques en mer Rouge contre des navires considérés comme liés à Israël. Ainsi, le 19 novembre, ils se sont emparés d'un navire marchand, le *Galaxy Leader*, propriété d'un homme d'affaires israélien, avec ses 25 membres d'équipage. Les Houthis ont déclaré en de nombreuses occasions qu'ils ne mettraient fin à ces attaques que lorsque la guerre israélienne contre les Palestiniens de la bande de Gaza cesserait.

Face à cette situation, Washington a mis en place début décembre une force navale multinationale pour protéger les navires marchands en mer Rouge, par laquelle transite 12 % du commerce mondial. L'objectif principal est de préserver l'un des couloirs maritimes les plus importants pour le commerce international. Le dernier jour de l'année 2023, dix miliciens Houthis ont

été tués lors de l'opération de destruction de trois navires, revendiquée par l'armée américaine en riposte à l'attaque menée contre un porte-conteneurs appartenant à une compagnie danoise. Il s'agissait de la première frappe meurtrière contre les Houthis depuis la mise en place de la force navale multinationale. Quelques jours plus tard, les États-Unis et le Royaume-Uni ont réalisé une nouvelle série de frappes aériennes dirigées contre les Houthis. En outre, Washington a imposé des sanctions visant les circuits de financement des Houthis, ciblant plusieurs personnes et entités au Yémen et en Turquie. Entre le 18 novembre et le 13 janvier, plus de 27 navires de commerce qui naviguaient dans le sud de la mer Rouge et dans le golfe d'Aden ont été attaqués par les Houthis.

Tout au long des mois de janvier et février, les forces militaires américaines et britanniques ont lancé de nouvelles attaques. Malgré ces frappes, les Houthis ont poursuivi leurs attaques en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, contre des navires liés à Israël « en solidarité » avec Gaza, et ont déclaré qu'ils ne s'arrêteraient qu'à la fin de la guerre.

Les incursions d'Israël au Liban

Alors que le Liban est la cible de missiles israéliens depuis le début de la guerre israélienne contre Gaza, les risques d'une confrontation plus importante entre le Hezbollah et Tel-Aviv ont augmenté après l'assassinat par Israël de Saleh al-Arouri, numéro deux du bureau politique du Hamas et l'un des fondateurs de son aile militaire, les Brigades al-Qassam. Cet assassinat a eu lieu dans la banlieue sud de Beyrouth le 2 janvier. Deux autres responsables du Hamas, Samir Fandi et Azzam al-Akraa, ainsi que quatre autres personnes affiliées au mouvement – mais aussi à la Jamaa Islamiya libanaise (une branche des Frères musulmans au Liban) – ont également été tués dans cet attentat.

Le chef du Hamas, Arouri, était installé au Liban depuis 2018. Emprisonné à deux reprises, il a passé une douzaine d'années dans les geôles israéliennes avant d'être libéré en avril 2010. Il était l'un des interlocuteurs privilégiés de Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah.

2. Le Kataeb Hezbollah, « Les Brigades du Parti de Dieu », aussi appelée Hezbollah irakien, est un groupe armé islamiste chiite irakien soutenu par l'Iran.



Un avion américain se prépare à décoller pour bombardier des cibles au Yémen, 22 janvier 2024. © Commandement central des États-Unis.

Ensuite, c'est Wissam Tawil, commandant de la Force Al-Radwan, une unité militaire du Hezbollah, qui a été assassiné par un drone israélien dans le sud du Liban. Il s'agit du plus haut responsable militaire du Hezbollah tué depuis le 8 octobre. En réaction, le Hezbollah a pris pour cible des bases militaires situées au nord d'Israël.

Les attaques israéliennes ont causé la mort d'environ 250 membres du Hezbollah entre le 8 octobre et la mi-mars 2023, mais aussi de plusieurs dizaines de civils. Les attaques de l'armée d'occupation israélienne par avion et par drone sur des villages du Sud-Liban ont également entraîné le déplacement forcé de plus de 90 000 personnes ainsi que la destruction de vastes étendues de terres agricoles.

Pour l'instant, les assassinats d'Arouri et du commandant Tawil du Hezbollah n'ont pas modifié la position du parti islamique libanais ni celle de son principal soutien, l'Iran. La réticence à s'engager dans une riposte militaire plus intense s'ex-

plique par le souci de préserver les intérêts politiques et géopolitiques du Hezbollah. Le Hezbollah continue de servir de « front de pression » contre Tel-Aviv, comme l'exprime Hassan Nasrallah dans ses discours. De même, l'Iran ne

veut pas que son fleuron, le Hezbollah, soit affaibli. L'objectif géopolitique de l'Iran n'est pas de libérer les Palestiniens mais d'utiliser ces groupes comme levier, notamment dans ses relations avec les États-Unis. Dans ce contexte, le Hezbollah s'en tient à des « réactions calculées et proportionnelles » contre les agressions israéliennes.

La menace réside dans la probabilité qu'Israël poursuive ses assassinats et ses attaques sur le territoire libanais. Une partie de la classe dirigeante israélienne souhaite, par le biais de cette guerre contre Gaza, forcer le Hezbollah à se retirer à 10 km de la frontière, c'est-à-dire au nord du fleuve Litani. Cela constituerait un succès politique et militaire pour Israël.

À la mi-mars 2024, l'armée d'occupation israélienne annonçait avoir frappé « environ 4 500 cibles du Hezbollah » au Liban et en Syrie, depuis le 8 octobre.

L'escalade des attaques israéliennes au Liban est liée à la nouvelle phase militaire engagée par Israël, relevant de la stratégie israélienne de « guerre de faible intensité ». L'objectif est de renforcer le contrôle sur la majeure partie de la bande de Gaza tombée sous son emprise, de détruire le réseau de tunnels souterrains et d'éradiquer toute résistance restante. La multiplication des menaces et des attaques au Liban met en lumière l'occasion manquée par le Hezbollah d'obliger Israël à se battre sur deux fronts. Cette situation est en train de se retourner contre le Hezbollah.

Conclusion

Alors que les responsables américains ont utilisé à plusieurs reprises leur droit de veto contre des résolutions appelant à un éventuel cessez-le-feu, la guerre israélienne actuelle contre la bande de Gaza aurait été impossible sans le soutien militaire continu et massif des États-Unis.

L'administration américaine actuelle a en effet procédé à plus de cent opérations de transferts d'armes vers Israël sans aucun débat public, en utilisant une faille dans laquelle le montant spécifique en dollars de chaque vente

tombait en dessous du seuil requis à partir duquel le Congrès doit être informé.

De son côté, le journal israélien *Haaretz* a déclaré que les données de suivi des vols accessibles au public montrent qu'au moins 140 avions de transport lourds à destination d'Israël ont décollé de bases militaires américaines à travers le monde depuis le 7 octobre, transportant du matériel militaire principalement vers la base aérienne de Nevatim, dans le sud d'Israël. De même, le gouvernement allemand avait approuvé l'exportation de près de 303 millions d'euros (323 millions de dollars) d'équipements de défense vers Israël entre janvier et novembre 2023. À titre de comparaison, 32 millions d'euros d'exportations de défense ont été approuvés sur l'ensemble de l'année 2022.

Le gouvernement israélien a annoncé que sa guerre génocidaire contre les Palestiniens à Gaza se prolongerait « tout au

long » de l'année 2024. L'impunité israélienne est une menace permanente pour les classes ouvrières régionales et continue de renforcer les dangers d'une guerre régionale. Parallèlement, l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis ne fait qu'aggraver la misère des classes populaires locales en soutenant Israël, les États autoritaires de la région et en poursuivant les bombardements.

Que peuvent faire la gauche et les militant-es progressistes ?

Il est important de rappeler sans cesse notre opposition à l'État israélien d'apartheid, colonial et raciste, tout en continuant à défendre le droit des Palestinien-nes à résister contre un tel régime criminel. En effet, comme toute autre population confrontée aux mêmes menaces, les Palestinien-nes ont ce droit, y compris par des moyens militaires. De même, les Libanais-es ont le droit de résister à l'agression militaire d'Israël et à la guerre. Cette position ne doit pas être confondue avec le soutien aux perspectives et orientations politiques des différents partis politiques palestiniens et libanais, y compris le Hamas et le Hezbollah. Cela vaut également pour tous les types d'actions militaires que ces acteurs pourraient entreprendre. C'est particulièrement vrai pour les actions qui conduisent à l'assassinat aveugle de civils.

La tâche principale de la gauche reste de développer une stratégie basée sur une solidarité régionale par en bas. Cela implique de s'opposer aux États occidentaux et à Israël tout en s'opposant aux États autoritaires régionaux (que ce soit l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar, les Émirats arabes unis, etc.) et aux forces politiques qui leur sont liées. Cette stratégie, qui repose sur la lutte des classes, conduite depuis le bas, est le seul moyen de parvenir à s'affranchir de ces régimes et de leurs soutiens impérialistes (qu'il s'agisse des États-Unis, de la Chine ou de la Russie). Dans le cadre de cette lutte, les Palestinien-nes, les Libanais-es et les habitant-es d'autres pays doivent également reprendre les revendications de toutes celles et tous ceux qui souffrent d'oppression nationale – comme les Kurdes et toutes celles et ceux qui subissent des formes d'oppression ethnique, confessionnelle et sociale. ■

Le 18 mars 2024

La Russie transforme les zones occupées de l'Ukraine en camp armé

Après dix ans de guerre et deux ans d'invasion totale, l'analyse concrète des opérations impérialistes de la Russie en Ukraine révèle leur nature coloniale, en raison de leur ampleur et de leurs formes ultra-autoritaires.

Par
Simon Pirani*

La Russie est en train de transformer les parties de l'Ukraine qu'elle a occupées en une gigantesque zone tampon militaire, à partir de laquelle de nouvelles attaques pourraient être lancées, averti le Eastern Human Rights Group (EHRG) (1). L'expansion des infrastructures de combat, d'entraînement et de transport, ainsi que la mobilisation forcée des hommes locaux, ont été documentées dans un rapport récent du Groupe, lequel défend les droits du travail et les droits civils dans les zones occupées.

Alors que les structures militaires se multi-

* **Simon Pirani** est écrivain, historien et chercheur britannique dans le domaine de l'énergie. Professeur honoraire à l'École des langues et cultures modernes de l'Université de Durham, il tient un blog militant sur *People and Nature*. Ancien membre du Workers Revolutionary Party, organisation britannique trotskiste, ancien rédacteur en chef du journal syndical britannique des mineurs, son livre le plus récent s'intitule *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption*.

1. Eastern Human Rights Group est une organisation de défense des droits humains fondée le 27 juillet 2014 dans la ville de Debaltsevo par un groupe d'avocats (personnes déplacées) des régions de Donetsk et de Lougansk, pendant les hostilités dans les régions orientales de l'Ukraine, dans le but de protéger les droits et libertés fondamentaux de l'homme et du citoyen.

2. « Les efforts de Moscou pour fortifier et militariser le sud-est occupé de l'Ukraine - analyse d'un expert », 9 juin 2024, *The New Voice of Ukraine*.

3. « Militarisation covers everything. How Russia is turning the occupied territories into a large military base », Victoria Ischenki, 30 janvier 2024, *Nouvelles du Donbas*.

4. Cité par Maxime Butchenko dans *The New Voice of Ukraine* du 11 janvier 2024.

5. « Les Russes privent les Ukrainiens du droit "des territoires temporairement occupés" à l'assistance médicale », 30 décembre 2023, *Sprotyv*.

6. « Les Russes envisagent de "passerportiser" l'internet - CNS », 3 janvier 2024, *The New Voice of Ukraine*.

7. « Les Russes ont imaginé une nouvelle méthode de régularisation forcée - Centre for National Resistance », 17 janvier 2024, *The New Voice of Ukraine*.

plient, l'industrie stagne dans les territoires occupés. Les passeports russes sont imposés aux jeunes et aux moins jeunes, le dogme impérial aux élèves des écoles. La terreur se poursuit face à toute forme de protestation.

Je vais essayer ici de présenter la situation dans les zones occupées, avec des liens vers d'autres sources, alors que l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine entre dans sa troisième année (voir l'encadré).

Militarisation

Quatre nouvelles unités militaires ont été créées dans les parties occupées des régions de Lougansk, Donetsk et Zaporijjia. Les signes du renforcement militaire (2) relevés dans le rapport de l'EHRG publié le mois dernier (3) comprennent :

- Le développement des établissements d'enseignement supérieur paramilitaires, y compris la création l'année dernière d'une branche de l'école navale Nakhimov à Marioupol, la ville du sud de l'Ukraine où des milliers de civil-es ont été tués par l'action militaire russe en 2022.

- L'ouverture d'énormes installations d'entraînement adapté à la guerre urbaine: le terrain d'entraînement militaire combiné Zoryanyi 8, d'une superficie de 27 hectares, à Donetsk, avec une capacité permanente d'entraînement de 3 000 à 4 000 soldats, et une deuxième installation à Lougansk.

Trois autres installations sont prévues. Vera Yastrebova, membre de l'EHRG, a déclaré au site web NV.Ua: « Ce n'est pas le développement industriel des zones occupées qui est important pour le Kremlin, mais le développement stratégique et militaire: former des soldats et les lancer immédiatement dans la bataille contre l'Ukraine ».

- L'ouverture de quatre commissariats militaires qui procèdent à la mobilisation forcée des hommes de la région.

- L'incorporation des territoires occupés dans le district militaire sud de la Russie, et la formation d'une unité du Service fédéral de sécurité (FSB) à Donetsk, et de deux unités de la Garde nationale russe. Ces services sont chargés de surveiller la population locale; l'EHRG indique qu'ils peuvent également être utilisés comme unités de blocage pour freiner les désertions et le mouvement de retraite des troupes russes sur la ligne de front.

- La création d'une nouvelle compagnie ferroviaire, Novorossiia Railways. Ses priorités seront de construire deux lignes: la première de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, à la Crimée en passant par l'Ukraine occupée; et de Taganrog à Marioupol, Volnovakha et Donetsk. Ces lignes amélioreraient la logistique militaire russe et réduiraient la dépendance de la Crimée à l'égard du pont du détroit de Kertch, qui a été endommagé par les bombardements ukrainiens.

Pavlo Lysyansky, membre de l'EHRG, a déclaré: « Il s'agit d'un travail systématique de la part des envahisseurs pour transformer les régions occupées de l'Ukraine en zone militarisée. Les unités militaires qui y sont basées menaceront constamment le reste du territoire ukrainien. Il n'y aura pas de vie normale dans les zones occupées » (4).

La russification forcée

La pression s'accroît sur les citoyens ukrainiens des zones occupées pour qu'ils acceptent la citoyenneté russe. À partir du 1^{er} janvier 2024, les soins de santé seront refusés à ceux qui n'ont pas de passeport russe (5). Les autorités prévoient également d'exiger des passeports russes pour utiliser Internet (6) et pour que les personnes sans chauffage bénéficient d'appareils de chauffage au gaz (7).

Les patrons des entreprises locales ont redoublé d'efforts pour obliger leurs employé-es à accepter les passeports russes, a rapporté l'EHRG. «*Par exemple, dans une mine, le service du personnel rédige des tas de déclarations au nom des employés et les envoie au ministère de l'intérieur. Les directions des écoles, les universités et des foyers pour enfants les rédigent au nom des parents*».

La campagne visant à forcer les gens à abandonner leur nationalité ukrainienne a commencé à Donetsk et Lougansk en 2019 (8), et à Zaporijjia et Kherson après l'invasion de 2022. Les menaces se sont rapidement multipliées (9) à l'encontre de celles et ceux qui refusaient. En mai de l'année dernière, le Premier ministre russe Mikhaïl Michouistine a déclaré que 1,5 million de passeports avaient été distribués (10), et le total n'a cessé d'augmenter depuis lors (11).

La russification fournit de la chair à canon. L'inclusion des territoires occupés dans l'appel annuel de la Russie réalisé en octobre dernier a eu pour conséquence que des hommes âgés de 18 à 27 ans ont été «*soumis à la conscription [...] dans une force armée en guerre contre leur propre pays*», selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (12) – l'une des nombreuses violations des conventions de Genève commises par la Russie.

Les enfants n'y échappent pas non plus. À partir de septembre, les jeunes de 14 à 18 ans devront suivre un cours sur «*la sécurité et la défense de la patrie*» (13), incluant un entraînement militaire. Et les bandits sont transformés en héros: Iounarmia (contraction signifiant «*armée de la jeunesse*»), un mouvement de 29 000 personnes, dispense une formation militaire et une idéologie impériale aux adolescent-es. Il lui a été ajouté en décembre une unité portant le nom de Kirill Stremoussov, un fonctionnaire de Kherson qui a collaboré avec enthousiasme à l'occupation avant sa mort en novembre 2022 (14).

Et bien sûr, la déportation forcée d'enfants ukrainien-nes vers la Russie (15) se poursuit (16). Sergueï Mironov, chef de l'un des partis d'opposition au Parlement russe, a adopté illégalement l'un d'entre eux (17).

Les passeports sont également un moyen de contrôler les dissident-es. Les autorités d'occupation ont préparé des documents pour priver les gens de leur citoyenneté et les rendre apatrides, sur recommandation du FSB. Ces mesures seront utilisées pour lutter contre «*la*

Les territoires occupés par la Russie

Environ 18 % du territoire ukrainien est occupé par les forces armées russes :

1. La République autonome de Crimée, annexée par la Fédération de Russie en 2014.

2. Des parties de la région de Donetsk et la majeure partie de la région de Lougansk, contrôlées depuis 2014 par des séparatistes soutenus par la Russie qui ont établi des «*républiques populaires*» non reconnues. Ces régions comprennent la majeure partie de la région industrielle du Donbass, productrice de charbon et de fer. En 2014-17, on estime que la population a diminué de moitié, principalement en raison des migrations vers d'autres régions de l'Ukraine et vers la Russie. En février 2022, deux jours avant l'invasion totale, ces «*républiques*» ont été reconnues par la Russie.

3. Les parties des régions de Kherson, Mykolaïv et Zaporijjia qui ont été envahies en 2022.

En septembre 2022, le gouvernement russe a affirmé avoir annexé l'ensemble de Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijjia, y compris les anciennes «*républiques*» et les zones encore sous contrôle ukrainien.

montée de la contestation sous l'occupation, causée par les problèmes sociaux et économiques», a averti l'EHRG.

La position officielle de l'Ukraine est de soutenir celles et ceux qui se trouvent dans les territoires occupés ou qui en sont originaires et qui souhaitent conserver la citoyenneté ukrainienne. Mais une masse de paperasserie menace d'étrangler toutes celles et ceux dont le cas est moins simple. Un rapport publié dans *Commons*, la revue socialiste, explique comment les personnes qui ont quitté le Donbass occupé lorsqu'elles étaient enfants, et qui sont aujourd'hui adultes, ont été contraintes d'entrer dans un cercle vicieux d'apatridie, en grande partie à cause du service national des migrations de l'Ukraine (18).

Destruction industrielle

Les pénuries d'eau et la pollution des réservoirs et des rivières constituent un problème croissant dans les territoires occupés. La principale source de pollution, avertit l'EHRG, est l'exploitation minière illégale – principalement des petites exploitations à ciel ouvert, 900 selon un décompte récent incluant les sites abandonnés. Le groupe accuse les propriétaires de mines illégales d'être responsables de 64 décès en 2023, principalement des travailleurs employé-es avec peu ou pas de procédures de sécurité.

Les mines illégales se sont développées sur les ruines du bassin houiller du Donbass, qui était encore récemment l'un des plus grands d'Europe. Lorsque la guerre a commencé en 2014, il y avait plus de 100 mines dans les «*républiques*» de Donetsk et de Louhansk, soutenues par la Russie. Au moins 49 d'entre elles ont été fermées par les inondations, selon une étude récente (19).

En 2022, les «*républiques*» ont envoyé

un grand nombre de mineurs au front: 58 % de la main-d'œuvre des mines de Lougansk, selon les autorités d'occupation de cette ville (20). Cet hiver, les autorités de Donetsk ont supplié la Russie d'envoyer des travail-

8. «*Les morceaux d'États russes du Donbass ne sont pas des "républiques populaires"*», Simon Pirani, 2 mars 2022, *Jacobin*.

9. «*La Russie menace les Ukrainiens qui refusent la citoyenneté russe*», Kseniya Kvitka, 16 mai 2023, *Human Rights Watch*.

10. «*La Russie a délivré des passeports à 1,5 million de personnes dans l'Ukraine annexée, déclare le Premier ministre russe*», 30 mai 2024, *Reuters*.

11. «*La passportisation forcée dans les zones occupées par la Russie de l'Ukraine*», 2 août 2023, *Humanitarian Research Lab*.

12. «*Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine du 1^{er} août au 30 novembre 2023*», 13 décembre 2023, *Nations unies*.

13. «*La militarisation s'intensifie sur le territoire ukrainien temporairement occupé par la Fédération de Russie. Désormais, tous les écoliers seront contraints de suivre des "cours pour jeunes combattants"*, a déclaré le militant des droits de l'homme *Lysyansky*», 29 janvier 2024, *Censor.net*.

14. Iounarmia a été créée en 2015 par Poutine. Chaque école doit avoir son détachement. Le site de Iounarmia rapporte qu'il comptabiliserait même 1,4 millions de membres. Lire «*Les enfants de l'Ukraine occupée sont enrôlés dans "l'armée de la jeunesse" paramilitaire pour apprendre à "se battre pour la Russie"*», 2 janvier 2024, Halya Coynash, *Human Rights in Ukraine*.

15. «*Comment Moscou s'empare des enfants ukrainiens pour en faire des Russes*», 17 mars 2023, Sarah el Deeb, Anastasiia Shvets et Elizaveta Tilna, *Associated Press*.

16. «*Les enfants ukrainiens disparus retrouvés en Russie par des détectives numériques*», 9 février 2024, Anna Holligan, *BBC*.

17. «*Un enfant ukrainien disparu retrouvé par un allié de Poutine*», 23 novembre 2023, Hilary Andersson, *BBC*.

18. «*Les enfants de l'occupation: "J'ai le sentiment d'être personne. C'est comme si je n'existais pas"*», 24 janvier 2024, Hanna Nevidoma, *Commons*.

19. «*L'impact de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur la santé environnementale*», 5 janvier 2024, *National Library of Medicine*.

20. «*Vladimir Poutine a discuté avec Leonid Pasechnik de la situation au sein de la société houillère Vostokugl*», 21 décembre 2022, *Tek-All*.

leurs pour maintenir les mines ouvertes (21), alors que les maisons des villages miniers, qui étaient chauffées par les mines, ont connu le froid lorsque le travail a cessé.

Compte tenu de l'absence de normes de sécurité, les écologistes sont particulièrement préoccupés par la pollution provenant de deux mines fermées depuis longtemps: la mine Oleksandr-Zakhid, qui stocke des déchets dangereux depuis 1989, et la mine Yunyi Komunar, dans laquelle les autorités soviétiques ont utilisé une explosion nucléaire pour faciliter le dégagement de méthane en 1979, et qui est fermée depuis 2002.

L'industrie sidérurgique, qui était autrefois la principale activité d'exportation de l'Ukraine, a également été saccagée. Parmi les grandes aciéries situées sur le territoire contrôlé par la Russie, l'usine Azovstal de Marioupol, autrefois la plus grande d'Europe, a été détruite par les bombardements russes. L'usine d'Alchevsk, qui produisait régulièrement 4 millions de tonnes d'acier par an, n'en produit plus que la moitié (22).

L'industrie sidérurgique des territoires contrôlés par le gouvernement, dont les

exportations ont été entravées par les bombardements russes dans la mer Noire, est également en difficulté (23). Après la crise financière de 2008-2009, la production annuelle d'acier de l'Ukraine a chuté d'environ 40 millions de tonnes à environ 30 millions. Le déclenchement de la guerre en 2014 l'a ramenée à environ 20 millions de tonnes; l'année dernière, elle était d'environ 6 millions de tonnes.

Terreur et répression

Lorsque les forces russes sont entrées dans le sud de l'Ukraine en 2022, les civils ont été terrorisés par d'intenses bombardements aériens. L'ampleur de la dévastation – que la Russie a tenté de dissimuler de son mieux – apparaît de plus en plus clairement: à Marioupol, les estimations du nombre de civils tués vont de 8 000 (24) à 25 000, voire plus (25).

Un rapport publié ce mois-ci par Human Rights Watch (26) et d'autres organisations détaille les dégâts subis par plusieurs centaines d'immeubles d'habitation, d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures hydrauliques et électriques. Il montre comment les forces d'occupation ont travaillé à empêcher les tentatives d'évacuation et d'acheminement de l'aide humanitaire.

Une enquête du Financial Times montre que les films des médias russes sur la reconstruction de la ville sont falsifiés. Une grande partie des 100 000 personnes restant à Marioupol – moins d'un quart de la population d'avant l'invasion – vivent dans des appartements en ruine, sans chauffage, sans eau et sans autres éléments vitaux.

Les bombardements ont ouvert la voie à une répression brutale. Les élus locaux et les journalistes ont été arrêtés dès l'arrivée de l'armée russe: certains, dont Ihor Kolykhaïev, le maire de Kherson, sont toujours détenus (27). La plupart des personnes libérées ont été soumises à la torture (28) ou à des mauvais traitements, selon le bureau du commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

Les attaques contre les droits civils sont incessantes. Des tribunaux russes dotés de juges russes ont été introduits, en violation du droit international. Parmi les cas qui ont préoccupé l'ONU, on peut citer le cas d'une femme condamnée pour avoir publié sur les réseaux sociaux une vidéo de chansons ukrainiennes populaires, ainsi que la condamnation rétroactive d'un homme pour l'organisation d'une manifestation sur le territoire ukrainien en 2016.

Dans les territoires occupés en 2014, la répression des militants politiques est particulièrement sévère en Crimée. Des dizaines de personnes ont été enfermées sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, d'une manière qui rappelle l'appareil répressif de la Russie elle-même.

Les autorités russes tentent, selon le procédé colonial classique, de chasser la langue ukrainienne des écoles (29). Toutes les religions, à l'exception de l'Église orthodoxe russe, sont persécutées. Les défenseurs des droits de l'homme ont expliqué, lors d'une conférence de presse tenue le mois dernier, que les témoins de Jéhovah, diverses communautés protestantes et musulmanes ont été pris pour cible, mais aussi l'Église orthodoxe ukrainienne (30).

La résistance à l'invasion persiste. Le dernier rapport du centre régional des droits de l'homme de Lougansk (31), Alternative, contient des dizaines d'exemples de protestations individuelles à petite échelle. Rien qu'en Crimée, jusqu'en décembre de l'année dernière, 590 poursuites ont été engagées pour avoir « discrédité » les forces d'occupation (32). À Zaporijjia, le FSB a affirmé avoir arrêté trois adolescents, membres d'un groupe appelé Black Sabotage, pour avoir attaqué les forces d'occupation (33).

L'occupation russe des territoires ukrainiens a beaucoup d'éléments en commun avec d'autres occupations impérialistes survenues au cours des siècles. Elle s'accompagne d'une forte rhétorique nationaliste grand-russe et de tentatives d'effacement de la langue, de la religion et de la culture de l'Ukraine – historiquement, la plus grande colonie de la Russie.

L'occupation s'appuie sur la terreur, à commencer par les opérations aériennes contre des civils sans défense – dont beaucoup, dans le sud et l'est du pays, sont des russophones que les envahisseurs prétendaient protéger.

Même aujourd'hui, deux ans après l'invasion, les membres du mouvement syndical européen qui soutiennent le droit des Ukrainien·nes à se défendre contre cet assaut sont souvent réprimandés, non seulement par les apologistes de Poutine, mais aussi par les « pacifistes », qui prétendent que l'objectif premier de l'action de la Russie est de se défendre contre l'agression des puissances de l'OTAN.

Le caractère de l'occupation et la militarisation des territoires occupés en vue de nouvelles attaques contre l'Ukraine ne font que discréditer davantage cette logique profondément erronée. ■

Le 21 février 2024

21. « Selon Kiev, la pénurie de main-d'œuvre dans la partie occupée de Donetsk est due à la conscription », 20 décembre 2023, *The New Voice of Ukraine*.

22. « Lancement du laminoir à tôles n° 1 de l'usine sidérurgique d'Alchevsk », 12 janvier 2024, *Uniclass*.

23. « L'industrie sidérurgique ukrainienne cherche des stratégies pour relancer les exportations », 17 décembre 2023, *Metal Miner, Oil Price*.

24. « Ukraine: Nouveaux éléments sur la dévastation de Marioupol par la Russie », 8 février 2024, *Human Rights Watch*.

25. « La Russie efface l'identité ukrainienne de Marioupol et s'appuie sur les morts », 23 décembre 2023, Lori Hinnant, Vasilisa Stepanenko, Sarah El Deeb et Elizaveta Tilna, *Associated Press*.

26) Idem.

27. « La Russie reconnaît détenir le maire de Kherson 15 mois après l'avoir enlevé parce qu'il refusait de collaborer », 18 septembre 2023, Halya Coynash, *Human Rights in Ukraine*.

28. « Les Russes "considèrent la torture comme un divertissement" - Le maire adjoint d'Enerhodar a été retenu en otage pendant près d'un an », 28 mars 2023, Halya Coynash, *Human Rights in Ukraine*.

29. « La Russie tente d'éliminer la langue ukrainienne des écoles dans la région occupée de Zaporijjia », 3 oct. 2023, Halya Coynash, *Human Rights in Ukraine*.

30. « "L'actuelle Fédération de Russie est un ennemi immanent de la liberté de conscience". Une conférence de presse sur les crimes des occupants contre les communautés religieuses et le clergé s'est tenue à Kiev », 24 janvier 2024, *Center for Civil Liberties*.

31. « La vie sous occupation », n° 029, décembre 2023, janvier 2024, *Alternative, human rights centre*.

32. « Près de 600 Ukrainiens poursuivis pour avoir "discrédité" les forces d'invasion russes en soutenant l'Ukraine dans la Crimée occupée », 8 janvier 2024, Halya Coynash, *Human Rights in Ukraine*.

33. « La police et le FSB ont arrêté trois saboteurs mineurs dans la région de Zaporijjia », 21 décembre 2023, *zone.ru*.

Retour des mobilisations paysannes

Après les grandes mobilisations de 2020-2021, qui ont abouti à des victoires revendicatives, le pouvoir avait réussi à stabiliser la situation. À la veille des élections législatives, les paysan·nes se mobilisent de nouveau.

Par
Sushovan Dhar*

Le 13 février, des milliers d'agriculteurs ont entamé une marche vers la capitale nationale afin de faire valoir leurs revendications, dont le prix minimum de soutien (MSP, son montant est déterminé par le prix auquel sera vendu le produit en bout de chaîne). Mais, alors que les agriculteurs du Pendjab se dirigeaient vers Delhi, la police les a arrêtés à la frontière entre le Pendjab et l'Haryana et a attaqué les manifestant·es à coups de canons à eau et de gaz lacrymogènes.

Après l'échec des discussions avec les représentants du gouvernement le 12 février, des groupes comme le Samyukta Kisan Morcha (front uni des paysans) et le Kisan Mazdoor Morcha (front des agriculteurs et des travailleurs) ont organisé la marche Dilli Chalo (« allons marcher vers Delhi »), également appelée Farmers' Protest 2.0 (manifestation des agriculteurs 2.0). Alarmé par les actions des agriculteurs, le gouvernement indien a appliqué la section 144 (1) et a encerclé la capitale avec des barbelés, des blocs de béton et des conteneurs d'expédition.

Les protestations actuelles constituent un défi pour le gouvernement du BJP à l'approche des élections générales.

* **Sushovan Dhar** est militant de la IV^e Internationale, syndicaliste dans les mouvements paysans, membre du CADTM.

1. L'article 144 du Code de procédure pénale de 1973 autorise le magistrat exécutif d'un État ou d'un territoire à prendre une ordonnance interdisant le rassemblement de quatre personnes ou plus dans une zone donnée. Chaque membre d'un tel rassemblement peut être inculpé pour avoir participé à une émeute.

2. Pour en savoir plus, voir « Mobilisations paysannes sur fond de crise agricole », *Inprecor*, 683-684 - mars-avril 2021.

3. Les groupes marginalisés sont ici des OBC (Other Backward Classes, autres classes défavorisées), principalement des personnes de la caste des Jaths. Cette communauté a constitué une solide réserve de votes pour le BJP et a été le fantassin de l'Hindutva, idéologie hégémoniste indoue, contre les musulmans dans les zones rurales. L'opposition de ces groupes met donc en danger le calcul électoral du BJP.

Si l'opposition parvient à faire campagne en faveur d'un MSP, assorti d'une garantie légale, elle pourrait bénéficier d'un coup de pouce supplémentaire avant les élections parlementaires.

La reprise de l'agitation

Les manifestations des paysan·es en 2020 et 2021 contre les projets de lois agricoles ont marqué un tournant dans le paysage politique des mouvements sociaux du pays (2). L'adoption précipitée par le gouvernement indien de trois lois agricoles en septembre 2020 a servi de catalyseur initial. Leurs vastes ramifications et l'absence d'un débat ou d'une consultation plus large ont suscité une vive réaction de la part des mouvements ruraux et des syndicats d'agriculteurs dans tout le pays.

Le gouvernement indien a été contraint d'abroger les trois lois agricoles en novembre 2021 à la suite des immenses protestations qu'elles ont suscitées. Les manifestations des paysan·es, qui ont coïncidé avec l'utilisation par le gouvernement de la pandémie de Covid-19 comme prétexte pour faire passer une vaste réforme économique néolibérale, ont constitué une victoire importante pour les mouvements sociaux en Inde.

Le gouvernement autoritaire de Modi, qui a par ailleurs tenté de réprimer la résistance populaire croissante face à son nationalisme et à ses programmes néolibéraux, a été forcé à une concession substantielle avec l'abrogation des lois. Ainsi, le Kisan Andolan (lutte des agriculteurs) a montré qu'il était possible de remettre en question la stratégie du gouvernement consistant à saper les mouvements sociaux et à réprimer les résistances..

Le conflit avec le pouvoir

Le 21 février, le déploiement massif de gaz lacrymogènes par la police de l'Haryana, État du nord de l'Inde, contre les agriculteurs qui manifestaient, a plongé

le ciel au-dessus des points de passage de Shambhu et de Khanauri, à la frontière entre le Pendjab et l'Haryana, dans une épaisse fumée. Cet événement a également mis en évidence l'ombre qui s'allongeait sur le pays : le recours récurrent du gouvernement à des représailles violentes contre les citoyen·nes organisé·es démontre ses tendances dictatoriales. Dans ce contexte, la mobilisation extraordinaire de milliers d'agriculteurs représente non seulement un défi provenant des groupes marginalisés (3), défendant leurs intérêts économiques, mais aussi un objectif, bien plus important : le rejet ouvertement conflictuel et audacieux des méthodes d'un gouvernement qui a la mainmise sur tout.

La résurgence de la contestation dont témoigne le mouvement offre la possibilité de forger une vaste coalition politique et sociale face au pouvoir. La réaction frénétique du BJP et sa tentative désespérée non seulement de contenir à tout prix le mouvement des agriculteurs, mais aussi de le discréditer, peuvent s'expliquer par la nature fondamentale du mouvement et ses conséquences pour le système politique et la société à court, moyen et long terme.

Avec ses épaisses barricades à chaque entrée de la capitale, la police a jusqu'à présent empêché les agriculteurs d'atteindre le centre politique de la nation, New Delhi. Sans relâche, les manifestant·es ont établi leur camp à deux endroits, Khanauri et Shambhu, à une courte distance du poste de police, relié seulement par un chemin de terre. Ce dernier est impraticable en raison de la présence de fils barbelés, de tranchées creusées et de conteneurs. La moindre tentative de franchissement entraîne l'intervention de la police, comme ce fut le cas lors de la répression du 21 février.

Le gouvernement ignore les revendications paysannes

La demande d'une loi garantissant des MSP pour les produits agricoles est au cœur des manifestations. Le gouvernement fixe

chaque année des « prix de soutien » pour plus de vingt récoltes afin de protéger les producteurs contre les fortes baisses de prix, mais la mise en œuvre reste problématique. Seuls 7 % des agriculteurs qui cultivent du riz et du blé profitent des achats de soutien effectués par les agences d'État pour ces cultures. Les manifestant-es demandent que tous les produits agricoles soient inclus dans les prix de soutien.

En outre, ils réclament des annulations de dettes pour les paysans, des pensions retraites pour les agriculteurs et les ouvrier-es agricoles, ainsi qu'une indemnisation pour les familles des agriculteurs tués lors du mouvement de 2020-21. Même si le gouvernement se dit prêt à discuter avec les représentant-es des agriculteurs, sa communication bien rodée vise en permanence à présenter la demande de MSP comme irréalisable d'un point de vue économique. Cependant, les agriculteurs indiens rappellent à l'opinion publique que l'une des principales raisons de l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi en 2014 était la promesse qu'il leur avait faite de leur garantir un bénéfice de 50 % par rapport au coût des intrants et de doubler leurs revenus d'ici 2022. Quatre cycles de négociations entre l'administration et les dirigeants du syndicat des agriculteurs ont abouti à une impasse en février. Pour les cinq prochaines années, le gouvernement a promis d'acheter des lots entiers de coton, de maïs et de légumineuses au MSP, mais les agriculteurs ont refusé d'accepter des broutilles.

La crise agraire

Le secteur agricole est crucial dans l'économie indienne, 60 % de la population étant engagée dans l'agriculture, qui correspond approximativement à 18 % du PIB du pays. Cependant, les agriculteurs sont confrontés à de nombreux problèmes, allant de l'acquisition d'intrants à la commercialisation aux activités post-récolte, qui peuvent avoir un impact direct ou indirect sur leur vie.

La paysannerie indienne continue de lutter pour sa survie dans un contexte de crise agraire chronique, causée par trois décennies de réformes néolibérales. Cette crise se manifeste de diverses manières, notamment par de mauvaises récoltes, qui entraînent des revenus faibles ou négatifs,

l'endettement, le sous-emploi, la dépossession et même les suicides.

Les racines de cette crise remontent à l'époque de la colonisation britannique et aux échecs de l'État indien depuis 1947. Bien que de nouveaux facteurs soient apparus, les anciens persistent. La crise a commencé à exploser lorsque le gouvernement a déréglementé le secteur bancaire, en accordant des licences à de nouvelles banques privées qui ont concurrencé les banques du secteur public.

Les banques du secteur public, incapables de rivaliser avec les nouvelles banques privées, ont supprimé leurs agences rurales, et le crédit destiné à l'agriculture a été transféré ailleurs, notamment dans le secteur financier qui se développait. Le crédit agricole s'est contracté et les agriculteurs ont de nouveau eu recours à des sources de crédit informelles.

Attaqués par la concurrence mondiale et les capitalistes

Après l'adhésion de l'Inde à l'Organisation mondiale du commerce le 1^{er} janvier 1995, les restrictions quantitatives sur les importations agricoles ont été assouplies. Les agriculteurs indiens, dont beaucoup ne cultivaient que quelques hectares, ont été mis en concurrence avec les grandes entreprises multinationales de l'agroalimentaire et avec les agriculteurs des pays développés qui cultivaient des milliers d'hectares et bénéficiaient d'importantes subventions de leur gouvernement.

Le gouvernement a non seulement autorisé les importations de produits agricoles, mais il a également réduit les subventions accordées aux agriculteurs indiens. L'augmentation du coût des engrais s'est traduite par une hausse des frais de culture. Les agriculteurs ont acheté des semences et des insecticides coûteux à la suite d'opérations de marketing massives menées par des entreprises du secteur privé promettant des rendements et des bénéfices plus élevés, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses de culture sans accroître les rendements de manière significative.

La culture du coton dans les régions semi-arides du plateau du Deccan (4) en est la preuve : les agriculteurs ont été encouragés à cultiver du coton pour l'exportation, mais l'absence de réglementation stricte en

matière d'agro-industrie a entraîné la vente de fausses semences et l'utilisation excessive de pesticides, ce qui n'a pas protégé les agriculteurs des mauvaises récoltes successives provoquées par des parasites. La baisse des prix mondiaux du coton a précipité une grave crise agricole dans cette région, entraînant une augmentation des suicides d'agriculteurs. Les dépenses publiques dans les zones rurales ont chuté brutalement. Il n'y a pas eu d'augmentation de l'irrigation de surface depuis 1991. Comme il n'y a pas eu de réparations ni de désensablement, la superficie irriguée par les canaux a diminué de 400 000 hectares. Par conséquent, les revenus des agriculteurs n'ont augmenté que de 1,96 % par an entre 1993-1994 et 2004-2005.

Des conséquences dramatiques

Une crise agraire prolongée a été provoquée par l'augmentation des dépenses, la faiblesse des prix sur le marché mondial et les mauvaises récoltes. Depuis 1991, le gouvernement a réduit les subventions alimentaires aux consommateurs. Le nombre de personnes sous-alimentées a en conséquence augmenté d'environ vingt millions entre 1995 et 2001. Selon le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde publié en 2003 (5) par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 214 millions de personnes, soit 25 % des 842 millions de personnes sous-alimentées de la planète à l'époque, se trouvaient en Inde. Au cours de la même décennie, au moins 25 000 agriculteurs se sont suicidés.

Les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux sont les premiers touchés. Les agriculteurs aisés ont pu se protéger de l'impact total de la crise en s'appuyant sur les marchés mondiaux dans des secteurs importants tels que l'aquaculture et l'horticulture. Ils ont pu tolérer des pertes pendant les années de vaches maigres et disposaient des ressources nécessaires pour réaliser des investissements. Les grands agriculteurs n'ont pas été aussi maltraités par la libéralisation que le reste de la société agraire.

Suicides pour endettement

Le nombre de suicides d'agriculteurs a encore augmenté en 2022. Selon les

4. Le plateau du Deccan est un grand plateau qui couvre la majeure partie de l'Inde du Sud. De forme triangulaire, il est entouré de trois chaînes de montagnes. Il s'étend sur huit États indiens.

5. *The State of Food Insecurity in the World*, 2003.

données les plus récentes du National Crime Records Bureau (NCRB) (6), environ 11 290 cas de suicide ont été signalés au niveau national en 2022. Cela représente une augmentation de 3,7 % par rapport à 2021. Les données de 2020 indiquaient une croissance de 5,7 %. Au moins un agriculteur indien se suicide toutes les heures. Les agriculteurs meurent par suicide à un rythme qui augmente depuis 2019.

Les données du NCRB notent que des sécheresses ont été signalées dans de nombreuses régions et que les cultures sur pied ont été endommagées par des précipitations soudaines et intenses. Les problèmes ont été multipliés par la montée en flèche des prix du fourrage et la dermatose nodulaire, très contagieuse, qui n'a pas facilité la tâche des éleveurs de bétail.

Les statistiques du NCRB révèlent une tendance inquiétante : les ouvrier-es agricoles qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance quotidienne se suicident plus que les agriculteurs et les cultivateurs. Les travailleurs agricoles représentent au moins 53 % des décès par suicide.

Cela est significatif car, au fil du temps, la part des salaires agricoles a fortement augmenté dans le revenu des agriculteurs, au détriment de la production agricole. C'est ce qu'a mis en évidence une enquête natio-

nale, publiée en 2021, qui comprenait les données sur les terres et le bétail détenus par les ménages et l'évaluation de la situation des ménages agricoles (7). L'étude a révélé que la majorité des revenus d'un ménage agricole (4 063 roupies, soit 45 euros) provenait de paiements reçus en échange de travaux agricoles. L'agriculture vient en dernier, suivie par l'élevage. Ce dernier a connu un déclin précipité, passant de 48 % en 2013 à 38 % en 2019. Le sondage, qui se base sur les statistiques gouvernementales les plus récentes, indique que le salaire mensuel moyen en 2019 s'élevait à la somme dérisoire de 10 218 roupies (113 euros).

Danses de la mort

Des études ont montré une corrélation entre les catastrophes liées au changement climatique et les suicides. Les sécheresses sont également devenues plus fréquentes et plus répandues dans le pays. Selon la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, près des deux tiers du pays étaient menacés de sécheresse en 2020-2022. Les années marquées par une pénurie de précipitations sont généralement marquées par une augmentation des suicides d'agriculteurs. Une vague de chaleur étouffante au début de l'année 2022 a entraîné une hausse inhabituelle des températures en avril et en mai, période des récoltes. Il en a résulté des pertes de récoltes généralisées, en particulier pour le blé.

Selon un rapport du Conseil indien de la recherche agricole, la vague de chaleur a affecté la production de blé du pays ainsi que les rendements des fruits, des légumes et des animaux dans au moins neuf États. L'Institut international pour l'environnement et le développement a réalisé une étude (8) qui examine la relation entre le nombre de suicides d'agriculteurs et l'écart des précipitations par rapport à la moyenne.

C'est dans ce contexte que les agriculteurs ont repris la route. Avec des revenus agricoles terriblement bas, l'endettement du secteur s'accroît. Il s'agit d'une véritable danse de la mort. Aucun signe n'indique une atténuation de la tragédie agricole.

Le débat sur la MSP

Le jour où les manifestations ont commencé, un quotidien (9) bien connu a publié un article citant des sources officielles qui estimaient à 241 milliards de dollars le

coût de la mise en œuvre du MSP. Selon un certain nombre d'économistes agricoles favorables à l'*establishment*, la légalisation du MSP pour 23 cultures est impraticable en raison de l'énorme charge financière que cela représenterait et du fait que le gouvernement accorde déjà des subventions à l'agriculture.

Mais ces évaluations ne sont pas fondées. L'objectif des chiffres avancés est de créer une psychose. Les agriculteurs demandent que le MSP soit fixé comme le prix minimum en dessous duquel le commerce est interdit. Cela n'implique pas que tous les achats doivent être effectués par le gouvernement. En outre, les estimations du coût supplé-

“Des études ont montré une corrélation entre les catastrophes liées au changement climatique et les suicides.”

mentaire provenant de sources indépendantes vont de 18 milliards de dollars, selon un ancien président de la commission des prix agricoles du Karnataka, à 2,53 milliards de dollars US, comme le rapporte Crisil (10). C'est une erreur

commune de dire que l'agriculture reçoit beaucoup de subventions. Selon les rapports de l'OCDE, les agriculteurs indiens perdent de l'argent depuis 2000. Parmi les 54 principales économies examinées, l'Inde est la seule où il n'y a pas de soutien financier pour les pertes agricoles.

Le MSP, un choix de société

La Commission des agriculteurs (11) du gouvernement national a proposé une formule améliorée que les agriculteurs souhaitent voir utilisée pour améliorer les effets du MSP (12). Le gouvernement indien reconnaît la nécessité et le désir légitime des agriculteurs d'obtenir un prix minimum pour leurs produits. Il a mis en place un système de détermination et d'annonce de ce prix, même s'il est imparfait et controversé. Il reconnaît également qu'il a l'obligation de « soutenir » les agriculteurs par un prix plancher, même s'il ne légifère pas. Tant que le MSP reste théorique, personne ne semble y trouver à redire. Dès que les agriculteurs commencent à exiger que l'État respecte ses engagements, les problèmes surgissent.

L'idée du MSP est ancrée dans un contrat moral entre les agriculteurs et l'État. Un État postcolonial pauvre confronté à une explosion démographique a le devoir moral et politique de nourrir sa population de manière raisonnable et suffisante. La production et la vente de denrées alimentaires n'étant pas une activité économique

6. « Crime in India Year Wise ».

7. *Situation Assessment of Agricultural Households and Land and Livestock Holdings in Rural India*, 2019.

8. « Urgent preventative action for climate-related suicides in rural India », le 15 mars 2024.

9. « Farmers' protest: MSP guarantee to cost additional Rs 10 lakh cr, almost equal to infra spending », *Business Today*, 13, février 2024.

10. CRISIL, anciennement Credit Rating Information Services of India Limited, est une société d'analyse indienne fournissant des services de notation, de recherche et de conseil en matière de risques et de politiques et est une filiale de la société américaine S&P Global.

11. Swaminathan Report: National Commission on Farmers.

12. Elle a suggéré que le MSP soit calculé sur la base d'une marge minimale de 50 % par rapport au coût global de production, qui comprend le coût imputé de la location des terres et les intérêts sur les coûts d'investissement. En langage technique, il s'agit du « concept de coût C2 » de la CACP. Mais ce n'est pas ce que le gouvernement applique aujourd'hui. Le SPM du gouvernement est actuellement basé sur un coût qui ne couvre que les dépenses personnelles (A2) ajoutées à la valorisation de la main-d'œuvre familiale (FL). La demande des agriculteurs pour que le MSP soit au moins égal à C2+50 % leur assure que, comme pour tout autre travail, ils obtiendront une marge raisonnable en plus de leur coût de production. En fait, un gouvernement réactif et responsable devrait interpréter cette demande comme « au moins C2+50 % » et prévoir une marge plus importante pour certaines cultures qu'il souhaite encourager dans un souci d'équité sociale ou de durabilité environnementale.

typique pouvant être soumise à l'offre et à la demande sur le marché.

Il existe une justification économique, même en faisant abstraction de la justification morale. L'agriculture est une activité nécessaire mais risquée. En outre, la majorité des agriculteurs indiens sont marginaux et de petite taille, et ils pratiquent généralement l'agriculture pluviale. L'agriculture est un secteur très exposé aux risques liés à la production et à la commercialisation. L'agriculteur ne contrôle aucun facteur ou variable, y compris les conditions météorologiques, les terres dont il a hérité et les caprices des marchés nationaux et mondiaux.

Compte tenu des nombreux aléas liés à l'agriculture, l'offre varie logiquement, tandis que la demande est largement constante en raison de la faible élasticité de la demande. Cela se traduit par une volatilité des prix. En outre, l'élasticité des revenus est plus faible dans le secteur alimentaire, ce qui signifie que la demande de produits agricoles croît plus lentement que l'économie dans son ensemble. Ces facteurs rendent indispensable une intervention visant à garantir aux producteurs des prix équitables.

Enfin, le MSP a une justification écologique. Les agriculteurs indiens sont parmi les plus touchés par le changement climatique, qui pourrait entraîner une baisse de 25 % de leurs revenus. Ils ont besoin d'être soutenus pour y faire face. Les agriculteurs doivent diversifier leurs pratiques agricoles, mais ils ne peuvent le faire que s'ils ont la certitude que les nouvelles cultures produiront des revenus respectables.

La politique d'approvisionnement actuelle encourage une dépendance non écologique à l'égard du blé, du riz et de la canne à sucre. Un MSP global encouragera les agriculteurs à se diversifier et à faire progresser l'économie agricole du pays. Une discussion détaillée sur les arguments économiques, financiers et techniques en faveur du MSP n'entre pas dans le cadre de cet article. Cependant, divers calculs montrent que c'est parfaitement possible. En outre, un projet de loi visant à garantir légalement le MSP existe déjà. En 2018, une trentaine de syndicats d'agriculteurs ont collaboré à la préparation d'un projet de loi sur la garantie légale du MSP sous les auspices du All India Kisan Sangharsh Coordination Committee (Comité de coordination de l'Inde pour la lutte des paysans). Il est intéressant de noter que la quasi-totalité des 21 partis politiques du bloc INDIA (13) ont participé à la rédaction du cadre législatif de l'organisation.

Et le mouvement paysan ?

L'effervescence qui règne à la frontière entre le Pendjab et l'Haryana rappelle les manifestations de 2020. Toutefois, il n'est pas certain que le mouvement paysan puisse s'étendre face à la montée du nationalisme hindou et la légitimité actuelle de Modi.

En 2021, plusieurs syndicats avaient l'intention de poursuivre l'agitation jusqu'à ce que des garanties officielles concernant les MSP soient établies, même après l'abrogation des trois lois. La direction du SKM (14) dans son ensemble en a toutefois décidé autrement.

Cependant, il est clair que la réponse féroce du gouvernement est un aveu ouvert de sa terreur face à ses propres citoyens, face à la protestation non-violente. Le mouvement de 2020-21 s'est transformé en un mouvement plus large pour résoudre le problème agraire structurel et préserver les moyens de subsistance des populations rurales. La diversité sociale du mouvement peut inspirer les mouvements du monde entier, et l'a déjà fait.

Les agriculteurs indiens ne sont pas isolés : des manifestations d'agriculteurs ont éclaté à Bordeaux, Varsovie, Cardiff, Bruxelles, Madrid et dans d'autres villes d'Europe. Des agriculteurs ont bloqué les routes avec des cortèges de tracteurs, ils ont brûlé des bottes de paille, envahi des places municipales et bloqué des bâtiments législatifs avec leurs tracteurs.

Vers un affrontement politique ?

Pour des raisons qui vont au-delà de l'imédiat, les élites politiques indiennes sont très préoccupées par les protestations des agriculteurs. En effet, les appels à la justice sociale lancés par les groupes marginalisés risquent de réduire l'attrait de l'Hindutva et, par conséquent, sa capacité à unir les divers électeurs hindous en entretenant les divisions communautaires au sein de la société.

Cela représente un danger pour le calcul électoral du BJP qui s'est élargi en ajoutant, à sa base de soutien constituée de castes favorisées, divers groupes de castes issus des « autres classes défavorisées » (OBC), qui n'ont pas de liens historiques avec son parti. Comprenant que la mobilisation de ces groupes marginalisés représente un risque de fracture, le parti du Congrès et les autres acteurs de l'opposition ont façonné leurs campagnes électorales de manière à donner la priorité aux préoccupations de ces OBC. Si son parti remporte les élections, Rahul Gandhi leur a assuré qu'il explore-

rait les possibilités d'améliorer leurs quotas dans les emplois publics et l'éducation. Que ce soit délibérément ou fortuitement, une mer d'agriculteurs campant dans les rues pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant les élections générales – prévues dans les deux prochains mois – aide l'opposition dans son pari, car elle légitime son programme de justice sociale.

L'objectif principal de Modi est donc d'empêcher le mouvement de s'étendre au-delà du Pendjab, comme il l'a fait en 2020-21 lorsque les agriculteurs de l'ouest de l'Uttar Pradesh et de l'Haryana l'ont rejoint et lui ont donné plus de force et de portée. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont pas propres au Pendjab. Les paysans d'autres États ont formulé des plaintes similaires, soulignant qu'en l'absence de garanties juridiques, les MSP du gouvernement n'étaient que de la poudre aux yeux.

Le gouvernement est conscient que l'utilisation d'une force excessive contre des manifestant-es non violents pourrait mettre en péril l'image soigneusement construite par le Premier ministre, celle d'un leader positionné au côté des défavorisé-es et des opprimé-es. C'est pourquoi il s'est tourné vers sa tactique favorite, à savoir la démagogie raciste et la tentative de dépeindre les manifestant-es comme des partisans du Khalistan (nom de l'État revendiqué par les indépendantistes sikhs de l'État indien du Pendjab), afin d'empêcher toute appréciation objective et impartiale des protestations.

C'est dans ce contexte que les agriculteurs indiens ont besoin de notre soutien et de notre solidarité. Il est également important que la classe ouvrière soutienne activement le mouvement des agriculteurs. Cela permettra non seulement de renforcer la résistance, mais aussi d'aider les travailleurs à tirer parti de la situation et à obtenir gain de cause sur leurs revendications. Ce n'est qu'alors que nous pourrions porter un coup sérieux aux fascistes au pouvoir. ■

Le 19 mars 2024

13. The Indian National Developmental Inclusive Alliance (l'alliance nationale indienne pour le développement et l'inclusion), communément appelée INDIA, est un front d'opposition annoncé par les dirigeants de 28 partis pour disputer les élections parlementaires de 2024.

14. Samyukt Kisan Morcha, qu'on peut traduire par « force commune des agriculteurs », est une coalition de plus de quarante syndicats d'agriculteurs.

Élections portugaises: un virage à droite mais un avenir incertain

Après les élections, la responsabilité de la gauche est d'organiser la lutte contre le nouveau gouvernement et de présenter une alternative crédible.

Par
Adriano Campos*

Dans son ensemble, la droite a obtenu 53 % des voix le 10 mars. L'Alliance démocratique (AD), emmenée par le PSD de Luís Montenegro (membre du Parti populaire européen), a obtenu 29,5 % des suffrages. Les ultra-libéraux de l'IL (Initiative libérale), membre de l'ADLE (Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe), en a obtenu 5 %, tandis que Chega (Assez!), le parti d'extrême droite fondé en 2014 et affilié au PID (Parti identité et démocratie), a obtenu l'énorme score de 18 %, s'assurant 48 des 230 sièges du parlement portugais (1).

Le Parti socialiste (PS), le parti sortant et jusqu'ici détenteur de la majorité parlementaire absolue, est passé de 41,6 % (2022) à 28,6 %. Renversé après une action douteuse du ministère public (2), son gouvernement a connu une érosion accélérée, empêtré qu'il était dans des affaires de favoritisme présumé et incapable de répondre à la crise du logement, à l'érosion des salaires due à l'inflation et à l'affaiblissement des services publics. Il a ainsi ouvert la voie à la plus grande victoire de la droite au cours des dernières décennies. Sur sa gauche, le Parti communiste portugais passe de 6 à 4 élus, après la perte de son dernier élu dans l'Alentejo et la perte d'un de ses deux élus à Setúbal, pourtant ses bastions traditionnels. Il voit son score baisser à 3,3 %. En revanche, le Bloc de gauche a réussi à augmenter légèrement ses voix, conservant un groupe parle-

mentaire avec 5 députés (4,5 %). Au centre-gauche, le parti Livre (PVE Parti vert européen) passe de 1 à 4 élus (3,2 %), formant un groupe parlementaire, tandis que le parti animaliste PAN conserve son unique député.

Le pire du système avec plus de 1 million de voix

Depuis la chute du gouvernement à majorité absolue du Parti socialiste, le 7 novembre 2023, les sondages n'avaient cessé de mettre en évidence la montée de l'extrême droite. Jusqu'en 2019, le Portugal faisait figure d'exception dans une Europe où l'extrême droite progressait chaque fois plus dans les parlements nationaux. Élu député unique en 2019, l'ancien leader du PSD André Ventura a fait passer la méthode du trumpisme mondial dans le contexte portugais. S'appuyant sur une image de lutte contre la corruption et lançant un programme répressif, misogynne, xénophobe et autoritaire, Ventura a réussi à drainer la droite traditionnelle, en combinant des thèmes jusqu'alors étouffés, comme l'éloge du passé colonial, en articulation politique avec des secteurs comme les forces de police. En atteignant 7 % aux élections de 2022, Chega avait alors effacé des tablettes du Parlement le CDS-PP, un parti démocrate-chrétien qui a été pendant des décennies le plus à droite du système.

Financé par les secteurs rentiers de la bourgeoisie et ayant pour cadres des membres marginalisés de la droite portugaise, Chega s'est doté d'un puissant dispositif de diffusion de contenus sur les réseaux sociaux, captant les voix de milliers d'abstentionnistes et, plus inquiétant, de jeunes électeurs et électrices. En arrivant en tête dans l'Algarve, une région qui souffre de la négligence et de l'abandon des gouvernements successifs en termes d'accès au logement et aux services publics, Chega a montré sa capacité à capter la frustration et les ressentiments d'une partie de la population. Cela s'appuie sur un discours de haine qui

rend les immigrés responsables du problème du logement et du manque de places dans les services publics.

Tout au long de la campagne, André Ventura, soutenu par le leader de la formation d'extrême droite de l'État espagnol Vox Santiago Abascal, en personne et encensé par Bolsonaro et Viktor Orbán, a fait la distinction entre les immigrés « légaux » (issus des anciens territoires colonisés par le Portugal) et l'immigration « incontrôlée » croissante, selon ses propres termes, en provenance du sous-continent indien. Pour être un véritable avatar trumpiste, cochant toutes les cases, Ventura a aussi mis en doute la fiabilité du processus électoral. Comptant désormais 48 députés, il revendique une place au soleil dans les nouveaux équilibres au sein du Parlement et grâce à l'influence qu'il peut avoir sur le gouvernement. Ces dernières années, Ventura a tenté de conquérir une place dans la rue par des manifestations et il va maintenant tout faire pour que sa force électorale se traduise par une organisation insérée socialement, sous l'égide de la « lutte contre la corruption » et d'un programme autoritaire. Ce qui n'était jusqu'à présent qu'un phénomène virtuel et électoral pourrait prendre les contours dangereux d'une organisation haineuse présente dans la rue.

Pour la droite, une victoire déjà lourde de problèmes

L'Alliance démocratique (PSD+CDS) a remporté les élections avec à peine plus de voix que lors de sa défaite électorale de 2022, perdant même des voix dans plusieurs districts du pays. En plus de Chega, elle est également pressée sur sa droite par l'Initiative Libérale, dont le programme consiste à baisser les impôts, imposer des privatisations et laminer le droit du travail. L'AD a mené une campagne désastreuse, avec des apparitions successives d'anciens gouvernants du temps de la Troïka (3) et de l'austérité, révélant que nombre de ses dirigeants avaient toujours

* Adriano Campos, membre de la direction nationale du Bloc de gauche, est sociologue et militant de Precários Inflexíveis, un mouvement de précaires.

1. Il y a plus de 9 millions d'électeurs inscrits, et 6 140 289 suffrages ont été exprimés ce dimanche ce qui représente un taux de participation de 66,2 %, Ndt.

2. Le Premier ministre Antonio Costa a présenté sa démission le 7 novembre 2023 suite à une accusation de corruption et de trafic d'influence, remise en question une semaine plus tard.

3. La Troïka est le terme utilisé pour désigner les trois signataires du mémorandum de 2011 avec l'état portugais, c'est-à-dire le FMI, la Commission européenne et la BCE.

en tête restreindre le droit à l'avortement, dénier la crise climatique et s'attaquer aux immigré-es. Pour l'heure, on peut s'attendre à une réduction des impôts pour les entreprises, au renforcement du privé dans le secteur des soins de santé et à une protection accrue des propriétaires immobiliers.

Après des années d'hésitation et alors que, lors des dernières élections, les ambiguïtés maintenues sur la participation de Chega à un gouvernement de droite avaient contribué à renforcer la majorité absolue du PS, le PSD a adopté lors de ces élections le mot d'ordre de « barrière sanitaire » et a fait la promesse électorale de ne pas gouverner avec Chega, en cherchant à intégrer uniquement IL. Cependant, rien ne garantit que cette solution soit stable. Désormais dans l'opposition, Pedro Nuno Santos, secrétaire général du PS, a déclaré le soir des élections que ce gouvernement ne pourrait pas compter sur ses votes pour approuver le budget de l'État en octobre, ce qui fait qu'AD dépendra du vote de Chega. Il n'est pas encore certain que Montenegro anticipe la crise avant le budget de l'État 2025 (qui sera voté en octobre de cette année), soit en présentant un budget rectificatif, soit en se montrant prêt pour de nouvelles élections ou en faisant le pari risqué d'une négociation avec Chega rompant la « barrière sanitaire » promise. La droite gouvernera donc sur un fil.

Le PS paie la « majorité absolue »

En 2019, après avoir rejeté les négociations avec les partis situés à sa gauche, le PS a mis en place une stratégie visant à obtenir la majorité absolue, sa « majorité absolue ». Utilisant la tactique « macroniste » de se présenter comme le barrage contre l'extrême droite, António Costa a obtenu cette majorité absolue, mais il a arrêté net les avancées obtenues dans les années précédentes sur des dossiers tels que le Service national de santé, la crise du logement et la valorisation des salaires érodés par l'effet de l'inflation. Pendant deux ans, le PS a fonctionné au ralenti alors que les soupçons de mauvaise gestion, voire de corruption, se multipliaient au sein du gouvernement.

La nouvelle direction du Parti socialiste, menée par Pedro Nuno Santos, d'abord présenté comme un représentant de « l'aile gauche » du parti, s'est révélée être une supercherie, incarnant la défense de l'héritage de la « majorité absolue ». Pendant la campagne, il a proposé à AD un accord de réciprocité pour ne pas empêcher l'autre de gouverner si l'une ou l'autre des formations était amenée à constituer un gouvernement sans disposer d'une

majorité absolue au parlement. Cela au lieu d'assumer la responsabilité de ses erreurs.

Cette orientation s'est révélée incapable de rivaliser pour les votes des jeunes et des abstentionnistes. Le PS a ainsi décrédibilisé l'hypothèse d'une nouvelle majorité parlementaire, défendue par tous les partis à la gauche du PS, pour faire face à la droite et répondre aux échecs de ces dernières années. Et la campagne du PS a facilité une victoire de la droite, la plus importante de l'histoire de la démocratie portugaise.

Désormais dans l'opposition, le PS promet de ne pas voter de motions de censure à l'Assemblée, ce qui permet à l'AD de constituer un gouvernement. Et en même temps il parie sur le rapprochement de l'AD à Chega et affirme qu'il ne votera pas les budgets de l'État. Sans programme alternatif sur les questions qui ont conduit au discrédit de la « majorité absolue », cette opposition sera vide de sens, et il ne manquera pas de voix au sein du PS pour demander de sauver les budgets présentés par la droite.

L'enjeu d'un programme clair et une politique unitaire

L'érosion électorale du PCP est le résultat d'erreurs politiques et d'un sectarisme permanent. En refusant des négociations à trois (PS, Bloc et PCP) pendant les années de la *geringonça* (4) le PCP a laissé le PS au centre de la gauche. Au Parlement et dans les mouvements sociaux et syndicaux, le PCP a entravé les initiatives unitaires sur des questions où le PS était une force de blocage. Il y a deux ans, son positionnement campiste sur l'invasion de l'Ukraine a conduit le PCP à un fort isolement, même dans les secteurs de la population où il avait encore une certaine influence. Pendant la campagne, l'oscillation entre des affirmations d'autonomie politique et des appels peu clairs à une majorité de gauche a conduit à son plus mauvais résultat depuis 1975.

L'un des protagonistes de la soirée était Livre. Initialement fondé comme « le parti d'un seul homme » (Rui Tavares, un ancien député européen qui a rompu avec le Bloc de gauche en 2011), Livre a suivi une trajectoire de réalignement politique et de croissance organique, obtenant l'adhésion aux Parti vert européen et basant tout son programme sur un fervent éloge de l'Union européenne. Ainsi analysé, il se situe à la droite du Parti socialiste, qui avance une critique sourde et cynique de l'*establishment* européen. Misant sur un programme écologiste et une rhétorique innovante, Tavares incarne une annexe subalterne du PS. Pendant la campagne, il a soutenu une théorie des trois

camp, selon laquelle l'exclusion de Chega (le premier camp) de toute solution de gouvernement ou majorité parlementaire devrait permettre au deuxième camp, constitué du PS, du Bloc, du PCP, de Livre et du PAN (Parti animaliste) de gouverner avec plus de députés que l'AD et l'IL (le troisième camp). Cette thèse a fait long feu: lors des élections portugaises, nous avons assisté à une croissance sans précédent de l'extrême droite, en raison du recul de l'abstention, et tout gouvernement résultant d'un accord entre le PS, le Bloc de gauche, le PCP, Livre et le PAN échouerait face à un rejet conjoint d'AD, Chega et IL.

Dans ce contexte défavorable, le Bloc de gauche a pu maintenir sa représentation parlementaire et même engranger 35 000 voix supplémentaires. Comme l'indique la résolution du Bureau national du Bloc, « la résilience du Bloc est due à sa clarté sur trois aspects essentiels: 1) la clarté du contenu d'une gouvernance des services publics, des droits sociaux, du travail et des revenus; 2) l'affrontement avec le pouvoir économique, en dénonçant la contre-réforme fiscale de la droite et en affrontant les rentiers, l'immobilier et tous les bénéficiaires de l'inflation (banques, hypermarchés, énergie), qui ont d'ailleurs manifesté leur hostilité au Bloc; et enfin, 3) l'affrontement avec l'extrême droite, en créant la seule difficulté sérieuse à laquelle elle a été confrontée dans toute la campagne: expliquer les millions à l'origine de son financement ».

Face à la montée de l'extrême droite et à l'annonce d'un gouvernement radicalisé à droite, la gauche a une double mission: organiser la lutte contre le nouveau gouvernement et présenter une alternative crédible. La mobilisation populaire face à l'agenda conservateur doit se faire dans la rue, en s'appuyant sur la force des mouvements LGBTQI+, féministes et antiracistes et en se lançant dans la contestation de l'idéologie dominante, sur les réseaux sociaux et dans les écoles, actuellement sous forte influence de l'extrême droite et des ultra-libéraux. Les espaces de rencontre et de convergence seront essentiels pour construire une politique unitaire qui offre au pays l'espoir d'un gouvernement alternatif, sur des questions clés comme les salaires, le logement et les services publics. Cette lutte a déjà commencé et connaîtra une étape essentielle dans la gigantesque mobilisation populaire attendue le 25 avril 2024 pour célébrer le 50^e anniversaire de la Révolution des œillets. ■

Lisbonne, le 15 mars 2024

4. Le « machin », comme était désigné le gouvernement PS formé en 2015 avec le soutien du Bloc de gauche et du PCP. NdT.

Être et ne pas être – La révolution portugaise de 1974-1975

Cinquante ans après, l'expérience d'une révolution dans un pays d'Europe apporte bien des leçons concernant les rapports entre crise nationale, forces armées et mouvement des masses.

Par
Fernando Rosas*

Le mouvement militaire victorieux du 25 avril 1974 a été marqué, dès le premier jour, par l'explosion d'un mouvement révolutionnaire de masse, un véritable tremblement de terre qui a subverti l'ordre établi à tous les niveaux de la société. Il a tenté de créer et d'articuler de nouvelles formes démocratiques d'organisation et d'expression de la volonté populaire dans des milliers d'entreprises, dans les quartiers populaires de la périphérie des villes, dans les campagnes du sud, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les organes locaux et centraux de l'État et même dans les forces armées.

Un mouvement révolutionnaire de masse qui, dans son déroulement, dans ses différentes périodes offensives, a occupé les usines, les terres des *latifundia*, les habitations vacantes, a découvert l'auto-gestion et le contrôle ouvrier, a imposé la nationalisation des banques et des principaux secteurs stratégiques de l'économie, a expulsé le patronat et les administrations, créé des Unités de production collective pour la réforme agraire et géré la vie de milliers d'habitants pauvres, du nord au sud du pays. Un mouvement qui, dans son élan, a imposé dans la rue, par sa force et sa capacité d'initiative, les libertés publiques, la démocratisation politique de l'État, la destruction du noyau dur de l'appareil répressif de l'ancien régime et la poursuite de ses responsables, le droit de grève, la liberté syndicale et les fondements d'une

nouvelle justice sociale. Un monde qui bascule, dix-neuf mois où l'avenir c'est maintenant, un moment bref et rare où des femmes et des hommes ordinaires, le peuple du travail et de l'exploitation, ont rêvé de prendre leur destin en main.

C'est ce que l'on a appelé, à juste titre selon moi, la révolution portugaise de 1974/1975.

Du coup d'État militaire à l'explosion révolutionnaire

Cette révolution présente une première particularité essentielle à laquelle on prête généralement peu d'attention. Elle a été déclenchée par un coup d'État militaire aux caractéristiques uniques dans la longue histoire des coups d'État militaires des 19^e et 20^e siècles au Portugal. Un mouvement militaire résultant de l'épuisement de la guerre coloniale qui durait depuis treize ans, sans victoire possible et avec de sérieuses défaites en vue, menée à contre-courant de l'histoire, injuste et à court terme ruineuse. Dans

un pays empêché par la dictature de s'exprimer et de décider librement sur ce sujet, le mécontentement contre la guerre, par une de ces ironies dont l'histoire est fertile, allait être exprimé par les jeunes officiers qui la menaient sur le terrain, les capitaines et majors qui commandaient les compagnies, unités matricielles du quadrillage de l'occupation militaire coloniale.

En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un complot de généraux, d'amiraux et de colonels – qui sont restés fidèles au régime et à l'effort de guerre jusqu'à la fin, à quelques notables exceptions près. Il s'agit d'un mouvement d'officiers intermédiaires qui seront rejoints par des officiers subalternes et des miliciens (1).

Une conspiration qui, dans un contexte de mécontentement populaire croissant et dans l'environnement politique et idéologique de l'époque, évolue rapidement d'objectifs corporatistes-professionnels (d'ailleurs satisfaits par le gouvernement en octobre 1973) à une finalité politique subversive: de septembre 1973 à mars 1974, de l'assemblée d'officiers d'Évora à celle de Cascais, le



António de Spínola (à gauche) et Costa Gomes (à droite). © Hulton Archive/ Getty Images

* **Fernando Rosas**, historien, professeur à l'université de Lisbonne, est membre du Bloc de gauche au Portugal. Article écrit à l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution portugaise.

1) Pour faire face aux nécessités de la guerre coloniale, la dictature militaire a dû faire appel au recrutement de miliciens, membres non permanents des forces armées, formés en deux semestres, contrairement aux officiers de carrière formés sur quatre ans (NdT).

mouvement prendra clairement conscience de la nécessité de renverser le régime. Sans démocratisation, il n'y aura pas de solution politique pour mettre fin à la guerre.

L'extension rapide et la politisation de la conspiration des officiers intermédiaires, le contrôle ou la neutralisation de la majorité des principales unités opérationnelles des trois branches des forces armées du pays ont ainsi créé une situation qui n'était pas immédiatement perceptible mais qui a été décisive. L'État et la hiérarchie militaire se sont vus privés du contrôle de l'armée, transformés en une « brigade des rhumatismes » (2), pathétique et inutile. Une tête qui na pas de corps et ne le sait pas. Mais elle a aussi privé de ce pouvoir d'intervention

les rares généraux dissidents, convaincus d'avoir entre les mains une sorte de coup d'État militaire privé. Les premières heures du « 25 avril » et ses suites furent une amère surprise tant pour les fidèles hiérarques que pour le général Spínola (3) et les officiers qui le suivaient. Pendant cette longue nuit du 25 au 26 avril, dans la caserne de Pontinha, où s'était réfugié l'état-major du mouvement, les spinolistes ont été en contact étroit avec un Mouvement des forces armées (MFA) disposé à faire quelques concessions programmatiques sur les colonies, mais totalement réticent à céder sa place dans le processus qui allait suivre.

Cela a conduit à une deuxième caractéristique centrale: la neutralisation/

annulation du rôle traditionnel des forces armées (FA). La victoire du mouvement des officiers intermédiaires rompt de fait la chaîne de commandement hiérarchique des FA, la soustrait au contrôle traditionnel de l'État et de ses dirigeants désignés, et paralyse ainsi la fonction des FA en tant qu'organe central de la violence organisée de l'État. En ce sens, à proprement parler, les FA cessent d'exister et sont remplacées – ce qui est tout à fait différent – par le MFA, qui contrôlera bientôt l'essentiel du pouvoir militaire opérationnel le plus important par l'intermédiaire du Copcon (Commandement opérationnel du continent). Pendant cette première période de direction spinoliste, au mieux jusqu'à sa défaite le 28 septembre 1974, les restes de l'ancienne hiérarchie (en fait largement assainie pendant la Nuit des généraux par les officiers rebelles le 6 mai) ont mené une lutte désespérée pour éliminer le MFA en tant qu'organe de pouvoir de facto. La défaite du spinolisme a donc consacré cette sorte d'annulation des FA comme colonne vertébrale de la violence d'État.

Il convient d'ajouter que cette circonstance a une autre conséquence importante: la paralysie, la pulvérisation et l'affaiblissement général du pouvoir et de l'autorité de l'État. Le coup d'État militaire a donné naissance à un pouvoir multiple aux compétences contradictoires et affaiblies: une Junte de salut national sans pouvoir réel au sein des FA, un gouvernement provisoire sans pouvoirs sur les FA et avec des forces de police et des ministères paralysés, un Conseil d'État aux pouvoirs essentiellement rhétoriques et, en dehors de cette logique institutionnelle (bien que représenté au Conseil d'État), la Coordination du Programme du

2. C'est ainsi qu'on désignait l'entourage du président du Conseil de la dictature d'alors, Marcelo Caetano, et en particulier la réunion organisée le 14 mars 1974 par la majorité d'officiers généraux des trois armées pour lui faire serment d'obéissance (NdT).

3. António de Spínola (1910-1996), général, gouverneur militaire de Guinée-Bissau en 1968 puis en 1972, nommé vice-chef de l'état-major des forces armées le 17 janvier 1974 puis limogé en mars pour ne pas avoir pris part à la réunion des officiers en soutien à Caetano, il reçoit le 25 avril 1974 la reddition du gouvernement, il sera Président de la junte de salut national (25 avril-16 mai 1974), puis président de la République (15 mai-30 septembre 1974). Opposé à l'orientation du MFA et à l'indépendance immédiate des colonies, il tente un coup d'État raté le 28 septembre 1974, démissionne de la présidence, puis il fuit en Espagne et au Brésil à la suite de l'échec d'une tentative de coup d'État de droite en mars 1975. Il sera réhabilité par le président socialiste Mario Soares en 1987.

Glossaire

CICAP: Centre d'instruction et de conduite de Porto. Il s'agissait d'une unité militaire de l'armée.

CM: Comissão de Moradores, Comité des résidents. Organes de la volonté populaire élus par les habitants des quartiers populaires des principales villes du pays.

COPCON: Commandement opérationnel du continent. Il était chargé de coordonner les principales unités opérationnelles chargées du « maintien de l'ordre public ». Otelo Saraiva de Carvalho est nommé à sa tête.

CR: Conseil de la révolution. Organe politique et militaire suprême du processus révolutionnaire, créé et élu par l'Assemblée du MFA à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État du 11 mars 1975. Il était présidé par le Président de la République. Il est resté un organe constitutionnel dans le texte de la Constitution approuvée en 1976.

CT: Comité des travailleurs. Organes de la volonté populaire élus par les travailleurs dans les entreprises à partir de mai 1974.

ELP: Exército de Libertação de Portugal, Armée de libération du Portugal. Organisation clandestine d'extrême droite composée d'anciens dirigeants fascistes, de militaires contre-révolutionnaires et d'agents de la défunte police politique. Responsable de nombreuses actions terroristes au Portugal à partir de 1975. Basée en Espagne avec le soutien du gouvernement de Madrid. Il a ensuite été intégré au MDLP.

EN: *Emissora Nacional*, Radiodiffuseur national.

FA: Forças Armadas, Forces armées.

GP: Gouvernement provisoire.

Grupo dos 9: Groupe de 9 officiers du MFA

et du Conseil de la Révolution qui ont signé un document rejetant à la fois la « voie totalitaire » et la « voie sociale-démocrate », prônant une transition progressive vers un socialisme adapté à « la réalité concrète portugaise ».

JSN: Junte de salut national. Elle a été nommée par le MAE le 25 avril 1974 et présidée par le général Spínola jusqu'au 30 septembre 1974. Elle est dissoute à la suite de la tentative de coup d'État du 11 mars 1975 et remplacée par le Conseil de la révolution.

MDLP: Mouvement démocratique pour la libération du Portugal. Organisation clandestine d'extrême droite basée en Espagne, dirigée par Spínola et responsable de divers attentats terroristes dans le pays à partir de 1975.

MDP: Mouvement démocratique portugais. Organisation de façade hégémonisée par le PCP et existant depuis 1969.

MFA: Movimento das Forças Armadas, Mouvement des forces armées. Nom adopté par le mouvement des officiers qui a renversé le régime le 25 avril 1974.

MRPP: Mouvement de réorganisation du parti prolétarien. Organisation maoïste fondée dans la clandestinité en 1970.

PCP: Parti communiste portugais.

PREC: Processus révolutionnaire en cours.

Renascença: *Radio Renascença*, la radio de l'Église catholique.

RML: Région militaire de Lisbonne.

RMN: Région militaire du Nord.

RTP: *Rádio Televisão Portuguesa*.

UDP: Union démocratique du peuple. Organisation d'extrême gauche issue de la fusion de divers groupes marxistes-léninistes en 1975.



Penha de França, Lisbonne © Strayinghere - CC BY-SA 4.0

tionnaire, mais, en raison de ses caractéristiques particulières, il allait contribuer de manière décisive à la déclencher.

Le processus révolutionnaire continu

Dans son imparable élan initial, entre mai et septembre 1974, le mouvement révolutionnaire populaire a conquis dans la rue, les usines, les quartiers populaires, les écoles et les zones rurales beaucoup de l'essentiel: les bases de la démocratisation politique, les libertés publiques fondamentales, la liquidation des organes de répression politique et de censure ainsi que des milices fascistes, bien avant que tout cela ne soit consacré par la loi. La démocratie politique au Portugal n'a pas été un cadeau du pouvoir. Ce fut une conquête populaire imposée au pouvoir. Il en va de même pour la démocratisation sociale, le droit de grève, la liberté syndicale, le salaire minimum, les congés payés, la réduction du temps de travail, les fondements d'un système universel de sécurité sociale ou l'occupation des logements vacants par les habitants pauvres. Le mouvement de masse a fait tout cela en affrontant – avec ses instances de la volonté populaire élues dans les usines ou les assemblées de quartier – l'opposition systématique de la Junta de Salvação Nacional (JSN), du gouvernement provisoire (GP) et même de la direction du PCP et de l'intersyndicale qui à ce stade s'étaient investis du rôle de gardiens de « l'ordre démocratique » contre le « gauchisme irresponsable ». Cependant, c'est la force de ce mouvement qui s'est avérée décisive pour mettre en échec la première tentative contre-révolutionnaire de spinoïlisme le 28 septembre 1974, imposant en quelque sorte le MFA comme force politico-militaire hégémonique dans le processus.

À partir d'octobre 1974, la crise économique, la fermeture ou le pillage de nombreuses entreprises par les patrons en fuite, la montée en flèche du chômage, modifient et radicalisent les schémas d'action: les travailleurs occupent les entreprises et, à partir de janvier, les domaines des agrariens de l'Alentejo et du Baixo Ribatejo, expérimentent l'autogestion ou exigent l'intervention de l'État ou du MFA, mettent en place diverses formes de contrôle ouvrier, par le biais de comités de travailleurs ou de comités d'habitants élus par eux. Maintenir les entreprises à flot, vaincre le sabotage économique et garantir l'emploi pose rapidement la question de la nationalisation

MFA, seul siège du pouvoir effectif, mais en profond désaccord avec la faction spinoïliste des FA et d'autres organes. L'ancien pouvoir était tombé, il ne menaçait plus personne, et il laissait un champ vacant, vulnérable à un changement drastique des rapports de forces au niveau social et politique.

Enfin, le processus a eu un autre effet: l'arrêt à court terme de la guerre coloniale sur les trois fronts (4) et la formation, tant dans les contingents en Afrique que dans l'opinion publique portugaise, d'un fort mouvement refusant de nouveaux envois de troupes vers les colonies, exigeant le transfert de l'appareil militaire dans les zones littorales des colonies et le rapide rapatriement des troupes, pressant l'ouverture immédiate de négociations avec les mouvements de libération aux conditions présentées par ceux-ci, ou, dans les zones de guerre, remplaçant le combat par la fraternisation avec « l'ennemi ». En toute rigueur, au plan strictement politico-militaire, l'armée coloniale se rend, reconnaissant sa défaite. L'armée coloniale et l'opinion publique refusent de poursuivre la guerre. La déco-

lonisation sera donc négociée par le MFA et le gouvernement provisoire, sans opinion publique favorable à une quelconque forme de prolongation du conflit, sans FA disposées à continuer à se battre et sans que la communauté internationale ne soutienne autre chose que l'autodétermination et l'indépendance des peuples des colonies. La fin de l'empire commençait.

La combinaison des facteurs énumérés ci-dessus (la fin du rôle des FA en tant que garant central de « l'ordre » et la déliquescence du pouvoir d'État) et la forte tension politique et sociale accumulée dans la dernière période du régime de Marcelo Caetano conduisent à l'explosion révolutionnaire. Le mouvement de masse, largement spontané, en vertu d'un de ces « mystères » qui caractérisent les situations révolutionnaires mûres pour l'action, a eu, le matin même du coup d'État – l'issue emblématique de l'affrontement de Ribeira das Naus et de Rua do Arsenal y aura contribué (5) – la double intuition qu'il pouvait et devait prendre l'initiative. L'intuition du moment et de sa propre force: « c'est maintenant, parce qu'ils n'ont plus d'armée: nous sommes plus forts qu'eux ». La compréhension presque intuitive qu'à ce moment, qu'il ne fallait pas laisser passer, la corrélation des forces était en faveur de l'initiative populaire. De spectateur, le mouvement de masse devient l'acteur principal. Avant le coup d'État militaire, malgré sa force et son radicalisme, il n'avait pas réussi à renverser le régime. Mais maintenant, il saisissait l'opportunité offerte par ce mouvement militaire particulier, en faisant irruption par les « portes qu'avril a ouvertes ». Le coup d'État, contrairement à la tentative d'Álvaro Cunhal de le ramener au vieux récit du « soulèvement national » (6), n'était pas en soi l'expression armée de « l'insurrection populaire » (au départ, il voulait même l'éviter...), il n'était pas l'explosion révolu-

4. Angola, Guinée-Bissau et Mozambique (NdtT).

5. Le matin du 25 avril 1974, dans la rue de l'Arsenal à Lisbonne, les chars de l'École pratique de cavalerie de Santarém, qui avaient rejoint le mouvement militaire, se sont heurtés à ceux du 7^e de cavalerie, commandé par le brigadier Junqueira dos Reis, fidèle au régime. Après plusieurs tentatives de pourparlers, le brigadier donne l'ordre de tirer sur le capitaine Salgueiro Maia, qui commande la force de cavalerie de Santarém. L'enseigne responsable de la garnison de chars refuse d'obéir et est arrêté. Le caporal qui reçut l'ordre de faire de même désobéit également. Une partie de la force passa aux insurgés et les autres firent demi-tour. Une situation similaire s'était produite sur l'avenue de Ribeira das Naus, parallèle à la Rua do Arsenal. Il est alors apparu clairement que le régime ne disposait d'aucune force militaire pour le défendre.

6. Cf. Álvaro Cunhal, *A Verdade e a Mentira na Revolução de Abril (a contra-revolução confessa-se)*, ed Avante, Lx, 1999, p. 101 et suivantes.

des secteurs stratégiques de l'économie (à commencer par le secteur bancaire). C'est chose faite au lendemain de la défaite de la deuxième tentative contre-révolutionnaire des spinolistes, le 11 mars 1975. La nationalisation des banques (en pratique, les grands groupes financiers) est approuvée et la réforme agraire, déjà en cours, est légalisée. Le contrôle ouvrier est à l'ordre du jour. Le processus révolutionnaire semble faire un pas en avant. En réalité, ce fut le dernier.

En effet, le camp hétéroclite de la révolution va subir trois défaites successives et décisives dans les mois qui suivent. La première est celle des élections à l'Assemblée constituante en avril 1975. Il ne s'agit pas seulement des modestes résultats du PCP (12,5 %), du PDM (4,1 %), du MES (1,02 %) et de l'UDP (0,7 %), mais de la perception sociale du changement du critère de légitimation du pouvoir en gestation qui en découle de manière incontrôlée. En réalité, avec les élections d'avril 1975, la légitimité électorale s'est définitivement imposée sur la légitimité révolutionnaire. Et la vérité est que le PS a gagné les élections constituantes avec 37,8 % des voix. La révolution ne pouvait ni les reporter ni les ignorer, encore moins les annuler (ce qui était impensable dans un pays où l'opposition avait fait des élections libres son cheval de bataille de toujours). Elle n'avait pas non plus la force de les gagner.

La crise de légitimité qui a frappé le camp de la révolution n'a même pas pu être compensée par la rhétorique tutélaire de l'avant-garde militaire sur les futures institutions démocratiques qui devaient être mises en place dans le premier Pacte MFA/Partis. La stratégie autocentrée du PCP, aggravée près le tournant de mars 1975, s'appuyant sur l'instrumentalisation des idées d'alors d'un certain avant-gardisme militaire à la gauche du MFA (la célèbre alliance peuple/MFA), aggrave doublement les divisions dans le camp révolutionnaire. D'abord entre ses différentes composantes. Certaines organisations maoïstes répondent à l'offensive du PCP en le désignant comme « l'ennemi principal ». Celles qui ne vont pas aussi loin la considèrent avec critique et méfiance.

Mais surtout, cette crise d'hégémonie aliène une grande partie des secteurs sociaux moyens, qui ne reconnaissent pas l'hégémonie totalisante du PCP ou des « démocraties populaires » comme le modèle de société future auquel ils aspirent et ne voient pas la gauche radicale comme une alternative. C'est précisément après les élections d'avril

1975 qu'ils ont commencé à abandonner le camp incertain de la révolution.

Il est cependant absurde de dire que le PCP a renoncé à prendre le pouvoir ou qu'il n'a même pas défini une ligne de conduite pour sa conquête. Le PCP a sciemment appliqué la stratégie dite de Ponomarev pour contrôler le pouvoir: prendre progressivement le contrôle des secteurs vitaux de l'État (les municipalités, les services de renseignement, l'appareil militaire), des médias nationalisés, de l'appareil syndical et appeler à la « mobilisation de la rue » lorsque ce processus « s'engorge » quelque part. Il s'agissait d'une action souterraine, recourant souvent à la force et à des manœuvres administratives de contrôle, qui a commencé à susciter de fortes réactions dans la société, en particulier dans le monde du travail, dans les autorités locales, dans l'opinion publique, dans les milieux militaires, etc. La crise de légitimité du processus révolutionnaire et sa fragmentation interne découlent en grande partie de ce type d'autoritarisme bureaucratique établi par anticipation.

Quoi qu'il en soit, les camps s'exacerbent et le consensus qui avait soutenu les institutions politico-militaires après avril se brise, avec la rupture explicite et ouverte du camp qui, au nom du socialisme démocratique ou du « modèle européen », s'oppose à la révolution socialiste (dont la définition est loin d'être claire et consensuelle). Le quatrième gouvernement provisoire tombe avec le départ du PS et du PSD (en réaction à l'imposition de l'unité syndicale et à « l'affaire República ») et la désintégration croissante et déjà indéniable du MFA devient évidente. Des terroristes d'extrême droite agissent dans tout le pays contre des organisations et des militants de gauche, et la hiérarchie catholique prend ses distances avec le PREC sous prétexte de l'occupation de Rádio Renascença (7). La mobilisation de masse contre le processus révolutionnaire commence avec les grands rassemblements et manifestations convoqués par le PS en faveur de la démocratie parlementaire et « européenne » et les concentrations en faveur de l'épiscopat dans le nord et le centre du pays. En réalité, en juillet 1975, avec la formalisation du « Groupe des 9 » (8), se constitue un camp politico-militaire, dont le noyau est constitué par les « Neuf » et le PS, qui s'oppose au camp révolutionnaire divisé et qui lui dispute, pied à pied, les postes clés de l'appareil militaire et du gouvernement, première étape pour le vaincre sur le plan de la mobilisation

sociale. Un camp ouvertement soutenu par la droite politique et d'intérêts, par des secteurs maoïstes qui soulignaient le danger d'un régime sous la tutelle du PCP et, plus dans l'ombre, nous le savons mieux aujourd'hui, par les larges branches de l'extrême droite fasciste et terroriste de l'ELP/MDLP et des groupes similaires.

La deuxième défaite du camp de la révolution socialiste, en août-septembre 1974, a précisément été l'élimination de la « gauche militaire », surtout de l'aile dite « gonzalviste », la plus proche de Vasco Gonçalves et du PCP, non seulement de la direction du gouvernement provisoire, mais aussi des positions fortes qu'elle occupait au sein de l'appareil militaire: la V^e Division est dissoute, Vasco Gonçalves (9) est démis de ses fonctions auprès du Premier ministre et empêché d'occuper le poste de chef d'état-major des FA, Eurico Corvacho est démis de ses fonctions de chef de la Région militaire Nord (RMN), les « gonzalvistes » sont mis en minorité au sein du Conseil de la Révolution, perdant 9 conseillers, les conseillers du « groupe des 9 » sont réintégrés, le nouveau sixième Gouvernement est un net virage à droite. Otelo Saraiva de Carvalho et le COPCON restent, mais le siège de ce dernier noyau du révolutionnarisme militaire commence immédiatement. Ce qui ressort de cet affrontement est un changement substantiel dans la corrélation des forces au niveau politique et militaire: dans la direction des trois branches de la FA et dans le gouvernement, il y a maintenant des opposants au cours révolutionnaire. Ce n'était pas la fin, mais c'était la préface de la fin.

Le processus révolutionnaire étant en marche, il ne suffisait pas d'empêcher les dirigeants du pouvoir politique et même le commandement militaire de résoudre la situation. Il y avait un mouvement de masse prêt à se battre pour ce qu'il avait gagné. La « contre-offensive des luttes popu-

7. La radio *Renaissance*, propriété de l'Église catholique a été occupée par les travailleurs en lutte courant 1975. Le 7 novembre 1975 pour empêcher la poursuite des émissions sous contrôle des travailleurs, une bombe détruit le centre d'émission. La radio est rendue au contrôle de la hiérarchie catholique en décembre de la même année (NdT).

8. Neuf officiers modérés soutenant le PS, qui ont publié un manifeste, intitulé « Alliance peuple-MFA, pour la construction d'une société socialiste au Portugal » (NdT).

9. Vasco dos Santos Gonçalves (1921-2005), général et Premier ministre de quatre des six gouvernements provisoires (de juillet 1974 à septembre 1975), était proche du PCP.

Révolution portugaise

lares », comme l'appellera le PCP, sera forte et prolongée, mais elle représente déjà, malgré sa capacité de mobilisation entre septembre et novembre, un processus clairement défensif face à « l'avancée de la réaction » et à l'imminence d'un coup d'État militaire, en réalité préparé par le « groupe des 9 » et depuis le « nettoyage » de l'été. Considérer cette radicalisation terminale, presque désespérée et sans direction claire, comme le « moment insurrectionnel » ou « l'assaut final » contre le pouvoir d'État (10), semble être une approche qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité. Les mobilisations importantes de cette période, en général, ne posaient pas la question de la prise du pouvoir: elles récupéraient les positions perdues (la démission de Corvacho (11), la désactivation du CICAP, le silence de la bombe de Renascença, les attentats...), elles dénonçaient les plans politico-militaires, offensifs, du camp contre-révolutionnaire, bref, elles étaient sur la défensive et tentaient de conserver ce qu'elles avaient obtenu.

Cela n'est pas incompatible, en l'absence d'un mouvement de masse unifié et d'une orientation politique claire, avec le fait de se laisser entraîner dans l'aventure putschiste naissante menée par les parachutistes et les unités COPCON de la Région militaire de Lisbonne (RML) avec le soutien de certains secteurs syndicaux liés au PCP et la militance d'une partie de l'extrême gauche: occupation de bases aériennes, de certains points stratégiques de la capitale, de la RTP et de la Radiodiffusion nationale (EN). Le 25 novembre, ce fut le prétexte tant attendu pour déclencher un véritable contre-coup d'État militaire. Ce qui est précisément révélateur dans ce contexte, c'est la facilité surprenante avec laquelle, sans pratiquement aucune résistance (à l'exception du bref affrontement dans la caserne de la police militaire), le Régiment des commandos a maîtrisé une à une les unités rebelles. Les quelques centaines de personnes qui les « défendaient » se sont dispersées et leurs chefs militaires se sont disciplinés et ont rejoint le palais de Belém.

10. Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa (1974-1975)*, Lisboa, Bertrand editora, 2014, p. 421 et s. et 496 à 498.

11. Eurico Corvacho, commandant la région de Porto, fidèle de Vasco Gonçalves, qui en mars 1975 avait dénoncé la constitution des groupes d'extrême droite dans sa région, a été remplacé en août « à titre provisoire » par le général Ferreira.

12. Service de détection et de contrôle de l'information. Cf. Armando Cerqueira, *Revolução e Contra-Revolução em Portugal* (2015), p. 544 et suivantes.

13. R. Varela, cf. note 10, p. 482 et suivantes.

Après avoir consulté les unités militaires du COPCON au sein de la RML et arrêté les fusiliers marins (seule force capable d'affronter les commandos), le PCP ordonne la démobilisation de l'Intersyndicale et des comités de défense révolutionnaire. Cunhal ne voulait pas mettre en risque le parti dans des aventures. Il préférerait négocier. La troisième défaite était désormais définitive pour le processus révolutionnaire.

Le novembrisme

Le novembrisme est à la contre-révolution ce que le mouvement militaire du 25 avril est à la révolution. Il n'était pas la contre-révolution elle-même, mais le changement dans le rapport des forces qu'il imposait lui ouvrait la voie pour s'établir graduellement, progressivement et constitutionnellement comme la politique dominante de la situation post-révolutionnaire. Elle s'est introduite clandestinement et prudemment par les portes que novembre avait ouvertes. Le 25 novembre, le coup d'État ordonne l'arrestation de 118 militaires, licencie 82 travailleurs de la RTP et de l'EN et révoque les administrations et les directeurs de la presse nationalisée, remplacés par des personnes liées au PS et au PSD ou des militaires. Mais contrairement aux souhaits de l'extrême droite et de certains secteurs de la droite, il n'y a pas eu d'arrestations massives de « rouges », d'annulation des libertés publiques, de dissolution de partis ou de fermeture de syndicats ou de leurs publications. Le PCP reste dans le gouvernement provisoire, et la Constitution de 1976 consacre l'objectif du socialisme, l'irréversibilité des nationalisations, la réforme agraire, le contrôle des travailleurs et le rôle des comités de travailleurs.

En réalité, selon plusieurs sources orales concordantes, le Groupe des 9 semble avoir discrètement négocié avec le PCP une limitation convenue du processus révolutionnaire. Álvaro Cunhal préfère parler de *frein objectif*. La vérité est que le PCP a démobilisé les militants syndicaux, les civils et les militaires entraînés dans l'aventure initiée par les parachutistes. Celle-ci avait été instiguée par une sorte de commandement « invisible » d'officiers gonzalvistes ou du COPCON, moins contrôlables par le parti, du SDCI (12), qui a débouché sur un processus évidemment différent d'une riposte contre-révolutionnaire classique et violente. Il s'agissait d'un accord qui faisait l'économie d'une contre-révolution sanglante, mais dans lequel les vainqueurs

changeaient les règles du jeu sur deux aspects cruciaux: ils imposaient la consécration de la légitimité électorale sur la légitimité révolutionnaire comme fondement des nouvelles institutions et, surtout, ils liquidaient le MFA, rétablissaient la hiérarchie traditionnelle de la FA et, en ce sens, annulaient l'alliance essentielle avec ce bras armé dont le mouvement populaire avait disposé au long du processus révolutionnaire. Les FA redeviennent la colonne vertébrale de la violence légale de l'État.

Certes, la révolution s'achevait. Mais elle a laissé à la démocratie parlementaire qui lui a succédé l'empreinte génétique de ses conquêtes politiques et sociales, des droits et des libertés qu'elle avait gagnés dans la lutte révolutionnaire et dont elle avait imposé et défendu le maintien dans la nouvelle situation politique. C'est pourquoi l'équation schématique qui est parfois faite entre la contre-révolution et la démocratie parlementaire (13) ignore le fait que, dans le cas portugais, elle a été le résultat d'un compromis avec un processus révolutionnaire qui l'a profondément marquée. Contrairement à ce que dit la droite politique et historiographique – dans un curieux rapprochement avec le point de vue susmentionné – la démocratie politique n'existe pas au Portugal malgré la révolution, mais parce qu'il y a eu une révolution.

Être et ne pas être

Il y a donc un être et un non-être dans la révolution portugaise de 1974-1975. Elle a eu le pouvoir de renverser l'ordre établi en frappant les fondements mêmes du système capitaliste, mais elle n'a pas pu conserver ces acquis et encore moins les approfondir en un pouvoir socialiste durable. Elle a été stoppée à mi-chemin et a perdu une grande partie de ses conquêtes les plus avancées dans la contre-révolution molle qui s'est instaurée avec la « *normalisation démocratique* ». En d'autres termes, elle a été contenue par l'ampleur des réactions qu'elle a suscitées tant au niveau national qu'international. D'où la nécessité d'essayer d'analyser, même brièvement, quelques-unes de ses principales difficultés. J'aborderai brièvement trois aspects qui me semblent les plus importants.

Tout d'abord, la situation d'un embryon de « double pouvoir » créé par les milliers d'organes de volonté populaire élus dans les entreprises, les quartiers et les campagnes du Sud par les travailleurs et les habitants. C'est un fait qu'il n'a jamais

réussi à constituer une organisation nationale unique et articulée. Encore moins, dans sa dispersion, assumer majoritairement une orientation politique claire ou se poser la question de la prise du pouvoir. Contrairement à ce qui s'est passé dans les soviets russes de 1917 ou dans la révolution des conseils allemands de 1918-1919, il n'y a pas eu, dans la révolution portugaise, de « pouvoir populaire » parallèle et unifié, ce qui explique que la question de « tout le pouvoir aux organes de la volonté populaire » ne s'est jamais posée dans la pratique. Jusqu'en juillet 1975, le PCP et sa structure syndicale s'opposent aux Comités de travailleurs (CT) élus sur les lieux de travail et, avant et après, chaque groupe politique de la gauche radicale a « ses » CT et CM (Comités de résidents élus dans les quartiers), « ses » structures de coordination partielle, souvent en lutte les unes contre les autres, et celles que le PCP a créées, finalement, cet été-là (14).

Deuxièmement, dans la révolution portugaise, les organes de la volonté

parmi les soldats, à l'exception de l'expérience éphémère et désespérément tardive des SUV (Soldats Unis Vaincrons), qui a été explicitement combattue par les différents courants du MFA. En d'autres termes, le processus révolutionnaire des travailleurs a été soutenu de l'extérieur, si tant est qu'il l'ait été, par un mouvement d'officiers de plus en plus divisé et affaibli. La vulnérabilité est évidente: si et quand la réaction au processus révolutionnaire réussit à recadrer le MFA dans la chaîne de commandement de la FA, en l'éliminant, le mouvement de masse, même s'il subsiste, perd son expression indirecte armée et subversive, retournant à la nature d'un mouvement revendicatif sans la capacité de poser la question du pouvoir. Il se met sur la défensive. C'est précisément ce qui s'est passé.

Troisièmement, le camp politique de la révolution était profondément divisé politiquement et idéologiquement sur la nature du pouvoir à construire et les moyens d'y parvenir. Et il n'y avait ni force clairement hégémonique capable d'entraîner ou

radicale de créer dans la lutte de classe un « pouvoir populaire » capable de lancer un assaut révolutionnaire contre l'État, mais sans la moindre lueur de consensus ou de convergence sur la manière de procéder. Mais même dans le sous-champ de l'extrême gauche, la guerre de sectarisme autour de la « pureté » révolutionnaire s'est généralisée. Et tout cela, bien sûr, se reflétait dans la cohésion de la gauche du MFA, qui rompait déjà avec le « groupe des 9 ».

En réalité, une des singularités de la révolution portugaise, que le préjugé idéologique d'une grande partie de l'historiographie sur cette période tend à occulter, est que l'extrême gauche, bien que pulvérisée et en guerre interne, a eu assez de force sociale et politique pour entraver et contester l'hégémonie politico-idéologique du PCP dans le processus, sans toutefois parvenir à imposer une voie alternative, et encore moins une quelconque plateforme commune de compréhension. Cette impasse sur le terrain de la révolution a ouvert une guerre en son sein, où la violence sectaire de part et d'autre a souvent été plus que verbale, donnant lieu à des agressions, des purges, des manipulations, voire des répressions massives pour tenter d'éliminer politiquement le camp maoïste le plus hostile au PCP. Ce blocage conflictuel a naturellement aliéné des alliés sociaux instables ou désabusés, montré l'impuissance de la riposte, exprimé la désunion et la faiblesse, isolé le camp sur lui-même, et on peut y trouver certaines des raisons de l'incapacité à résister avec succès à la contre-offensive de l'été 1975 et à ce qui suivrait.

En conclusion, on peut dire que le novembrisme n'a pas mis fin à la révolution portugaise en 1975. La force tellurique qui a explosé lors de ce « *premier jour entier et limpide* » n'a pas été suffisante pour gagner, mais elle a permis de marquer et de conditionner fortement ce qui a suivi. En substance, et certainement d'une manière différente aujourd'hui, c'est toujours autour de la défense, de la consolidation et de l'expansion de cet héritage, ou de son contraire, que se définit la lutte politique au Portugal. ■

Le 25 avril 2014



« 25 avril toujours » © Henrique Matos, CC BY 2.5

populaire ne sont pas armés, là encore en contraste essentiel avec les expériences soviétique et conseillistes mentionnées. Ils sont soutenus par un allié extérieur à eux-mêmes, un mouvement militaire d'officiers subalternes (ou une partie de celui-ci), ou même par certaines unités de cette partie, à mesure que l'aile gauche du MFA se divise et se subdivise. Il n'y a pas d'ouvriers, de paysans ou de soldats en armes, comme le revendiquaient certains secteurs de la gauche radicale. En fait, le PCP et les organisations de la gauche radicale ont maintenu des organisations dans les FA plus pour influencer les officiers du MFA que pour promouvoir l'insurrection

de marginaliser les autres, ni capacité à trouver une plate-forme minimale d'action commune – le Front d'Unité populaire (FUP) lui-même, formé le 25 août 1975 entre le PC et sept autres groupes dans un but clairement défensif et sans la participation des maoïstes, commença à se désagréger trois jours plus tard avec le départ du PCP. La divergence centrale était entre la stratégie cunhaliste d'occupation progressive de l'appareil civil et militaire de l'État, du MFA, des directions des syndicats et des journaux/radio/RTP, des conseils locaux etc., souvent en marge de tout contrôle démocratique réel, du « haut vers le bas », d'une part, et de l'autre l'orientation commune à la gauche

14. Miguel Pérez Suárez, « A autogestão operária no processo revolucionário português de 1974-75 », dans Jorge Fontes, António Simões do Paço, João Carlos Louçã, Miguel Pérez, *Entre Outubro e Abril, Estudos sobre trabalho, revoluções e movimentos sociais no século XX*, Húmus, Vila Nova de Famalicão 2018, p. 169 et suivantes.

Socialisme ou barbarie!

Du 9 au 11 mai 2024, les Sixièmes Rencontres écosocialistes et les Premières Rencontres écosocialistes d'Amérique latine et des Caraïbes se tiendront dans la ville de Buenos Aires. L'objectif est de contribuer à coordonner les luttes et à construire une alternative écosocialiste.

Par
Juan Tortosa*

Les toutes premières rencontres ont eu lieu en Europe, depuis Genève il y a dix ans, puis Madrid, Bilbao et Lisbonne. Les sixièmes Rencontres sont les premières à se dérouler en Amérique latine et dans les Caraïbes (Abya Ayala).

Nous voulons passer de la dénonciation et des luttes défensives à la proposition d'alternatives et de stratégies pour mettre fin au capitalisme destructeur. Débattre de comment construire une alternative écosocialiste, écoféministe, antiraciste et internationaliste, en partant de collectifs et organisations diverses, ayant des origines, des projets et des histoires différents.

Dès les premières rencontres européennes, il y avait un souci d'intégrer les expériences, les luttes et les réflexions de ce que nous appelons le Sud global. Dans ces sixièmes Rencontres, l'accent sera mis sur les luttes concrètes. Elles chercheront à donner une unité aux débats écosociaux, à partir des territoires, de leurs problèmes et des luttes de la région latino-américaine et caribéenne. Nous voulons créer et tisser des réseaux de solidarité, partager des expériences, accumuler des forces et proposer notre projet de société écosocialiste et écoféministe.

Préparer la COP 2025

Nous utilisons aussi le nom de Première Rencontre écosociale d'Amérique latine et des Caraïbes pour souligner l'enracinement dans le continent où les Rencontres vont se dérouler et, surtout, en vue de la tenue d'une deuxième Rencontre dans la ville de Belem (Brésil) à l'occasion de la COP-30 qui aura lieu du 10 au 21 novembre 2025. Cette rencontre doit être un moment fort pour

* **Juan Tortosa** est membre du Groupe écosocialiste de SolidaritéS et du groupe d'organisation des Sixièmes Rencontres écosocialistes internationalistes.

tous les mouvements sociaux, syndicaux, écologiques et politiques qui luttent pour la justice climatique.

Nous ne croyons pas aux sommets de la COP, qui sont détournés et contrôlés par les pays producteurs de pétrole ou par les lobbies des multinationales qui accaparent les terres, les ressources et détruisent tout ce qui est vivant, afin de pouvoir continuer à accumuler des richesses.

Nous respectons les collectifs et les organisations qui pensent qu'il est nécessaire de participer de manière critique à ces grands-messes afin que les voix de la société civile, qui exigent des solutions concrètes et immédiates, puissent être entendues, mais nous respectons également d'autres groupes qui refusent de suivre les calendriers des sommets et militent pour créer nos propres espaces.

Le sommet de Belém aura une signification différente. Cette ville se trouve aux portes de l'un des territoires les plus exploités de la planète, l'Amazonie. Là où la violence sociale, avec les assassinats, les vols de terres, la destruction de la vie des peuples indigènes et de leurs moyens de subsistance ancestraux est l'une des plus intenses. Face à l'inaction criminelle des gouvernements face à la crise climatique, seule la mobilisation des peuples peut changer le cours suicidaire du capitalisme. Notre sommet des peuples et des organisations à Belém sera d'une grande importance dans la perspective de la construction d'une « internationale écosocialiste ».

Une rencontre de mouvements sociaux divers

Les Sixièmes Rencontres auront lieu en Argentine, et c'est un signe de notre solidarité internationaliste dans un contexte particulièrement difficile pour la démocratie et les mouvements sociaux. L'extrême droite est au pouvoir et vise à détruire les droits sociaux, durement

acquis par les luttes féministes, les peuples indigènes, les syndicats et les organisations politiques de ce pays.

Nous voulons une réunion diverse et plurielle, qui donne la plus grande place aux secteurs qui luttent pour défendre les droits des femmes, la vie et l'eau, les territoires, et contre l'extractivisme et les multinationales, contre les politiques néolibérales imposées par les gouvernements au service de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international, ou contre les dettes illégitimes qui appauvrissent les peuples. Nous voulons que ces luttes soient prioritaires.

De nombreux collectifs ne se définissent pas ou ne se considèrent pas comme « écosocialistes » au sens strict, mais leurs méthodes de lutte, leurs revendications et leur programme coïncident avec l'écosocialisme pluriel et anticapitaliste que nous promouvons. Nous souhaitons que les prochaines éditions des Rencontres créent une continuité, notamment en installant une coordination écosocialiste et internationaliste pérenne. Les défis et les luttes qui nous attendent au niveau international en ont besoin.

En avant!

Il existe des limites financières et organisationnelles pour réaliser un événement massif, et certains collectifs, des organisations et des mouvements sociaux et nous ne pourront pas faire le voyage. Certains thèmes et certaines plénières seront donc en ligne.

Nous avons un monde qui respecte les êtres humains et la nature à proposer. Nous avons besoin de vos impulsions, de vos opinions et de vos expériences. Il s'agit d'un défi difficile, mais il vaut la peine de se battre pour lui. Nous avons besoin de vous pour le construire. Rendez-vous à Buenos Aires! ■

Le 21 mars 2024

Comment bifurquer, les principes de la planification écologique

Cédric Durand et Razmig Keucheyan s'attaquent ici à une question d'ampleur : ils explorent ce que pourrait impliquer une vraie « bifurcation », c'est-à-dire une transition vers un écosocialisme, notamment en matière de planification. Les deux auteurs affichent d'emblée la nécessité d'une rupture avec un « capitalisme industriel, productiviste et consumériste [qui] n'est pas compatible avec la préservation d'écosystèmes vivables pour les humains » tout en mettant à juste titre en garde : « changer de système ne se fait pas en claquant des doigts ».

Écologie, besoins et marché

La première partie de l'ouvrage traite de la crise écologique et souligne l'impuissance du marché à y faire face. Quant aux interventions actuelles de l'État, elles visent essentiellement à « verdier » l'existant sans modification réelle de la structure productive et du mode de satisfaction des besoins. Le capitalisme vert n'est donc pas une option. Il est en fait nécessaire de politiser l'économie : le capitalisme sait d'ailleurs parfois le faire en cas de guerre en fixant à l'appareil productif des objectifs en nature (des canons, des tanks...). La transition écologique suppose de faire avec les « limites planétaires » : pour ne pas épuiser les écosystèmes, il faudra des choix fondés sur une hiérarchie des besoins politiquement définie.

Les besoins sont le sujet de la deuxième partie. « Le capitalisme fabrique des besoins qui nous conduisent dans le mur » par la publicité et l'obsolescence (mais aussi, faudrait-il ajouter par l'organisation de l'espace qui éloigne par exemple lieux de travail et d'habitat). Il est nécessaire que ce ne soit plus la production qui gouverne les besoins mais l'inverse. « Les besoins doivent devenir matière à délibération démocratique ». Il s'agit d'assurer à chacun des conditions de vie décentes qui ne se limitent

en aucun cas aux besoins matériels mais incluent l'éducation, l'information, les déplacements... Les auteurs citent une étude qui montre la possibilité de satisfaire ces besoins dans le respect des écosystèmes. Ils fournissent aussi des principes

permettant de distinguer entre besoins artificiels et besoins réels, définis comme tel par la personne et sous réserve que sa satisfaction soit compatible avec deux principes : la soutenabilité au regard des équilibres écologiques et l'égalité. Reprendre le contrôle de l'économie est nécessaire et ne peut passer par le système des prix, même assorti de taxes présentées à finalité écologique. Reprenant des débats économiques du 19^e siècle, Durand et Keucheyan reviennent sur la viabilité d'une planification économique non monétaire, en nature, combinant optimisation des conditions de vie et efficacité technique. Et affirment sa possibilité.

Planifier

La troisième partie vise à adosser la future planification écologique à des expériences imparfaites ou partielles qui fournissent des « germes du possible ». Les expériences passées visaient à accélérer la croissance économique, « aujourd'hui, il faut planifier la décroissance de l'impact biophysique des activités humaines ». Cette nouvelle planification pourra s'appuyer sur la masse de données disponibles grâce d'abord au numérique (avec une difficulté liée à l'impact écologique négatif de son développement). De la même façon, les réseaux de satellites peuvent fournir des informations sur les émissions liées à la production et à la consommation d'énergie. La planification supposera aussi une modification des méthodes comptables afin d'intégrer les impacts sur l'environnement, tant au niveau des entreprises et administrations qu'au niveau central.

Au-delà, se posera la nécessité de la décision politique démocratique sur les priorités. Et donc en premier lieu, sur les choix d'investissement. Les auteurs développent ensuite un point essentiel de la transition écosocialiste : celle-ci nécessite à la fois d'engager le démantèlement d'activités néfastes et de mobiliser les ressources pour créer une nouvelle structure productive respectueuse de l'environnement.

Cela supposera d'investir d'énormes ressources qui ne pourront donc pas être utilisées pour la consommation. On peut remarquer, même si les auteurs ne le font pas que, toutes choses égales par ailleurs, cette contrainte s'apparente à celle à laquelle s'est trouvée confrontée l'économie soviétique dans les années 1920 et qui a donné lieu au débat sur « l'accumulation socialiste primitive » (1). Durand et Keucheyan insistent sur le fait que durant

cette « période spéciale », il est nécessaire de protéger l'ensemble des travailleurs contre les vicissitudes de la bifurcation écologique tout en promouvant des activités utiles.

Planification et décision

La quatrième partie tente de répondre à la question : « gouverner par les besoins, mais comment ? » Il s'agit de « conjurer le risque de dictature sur les besoins par des bureaucrates » décidant ce qu'est un besoin essentiel. Les auteurs utilisent l'expression de « fédéralisme écologique » pour nommer le processus démocratique d'expression et de décision au niveau le plus bas possible tout en s'assurant que sont respectés les principes de soutenabilité et d'égalité. À cette fin, un échelon central sera amené à intervenir. Suivent dans le texte des développements plus institutionnels sur les organes de concertation, l'inscription des objectifs écologiques dans la Constitution et les services publics et enfin le rôle (toujours en matière de planification) d'une Assemblée parlementaire.

Dans leur conclusion, les auteurs insistent sur le fait que la mise en place et le fonctionnement d'une planification écologique auraient à faire face à de nombreux dilemmes, notamment l'articulation entre centralisation et décentralisation.

Nous avons ici tenté de résumer les aspects qui nous paraissent les plus intéressants dans ce livre qui a le mérite d'aller au-delà des slogans pour d'explorer les voies d'un futur souhaitable même si Marx s'est toujours refusé à « faire bouillir la marmite de l'avenir ». D'autres passages du livre sont plus fastidieux (comme les nombreuses références ou le long rappel des débats sur le calcul économique), voire d'une utilité discutable (développements sur une réforme avortée en Suède, sur la Chine et sur le Plan français). On aurait pu également souhaiter que la question des inégalités, entre Nord et Sud et au sein de pays du Nord, soit évoquée moins rapidement. Nous ne discuterons pas ici du dernier point traité, décisif, des conditions politiques de la mise en œuvre de la transition vers l'écosocialisme : leur démarche renvoie à une analyse discutable des classes sociales (qu'ils empruntent à Duménil et Lévy) et de ce que serait leur comportement face à un processus de transition. Cela nécessiterait des développements qui excéderaient le cadre de cet article. ■

Henri Wilno

1) Voir Michel Husson, « Preobrajensky et la quadrature du cercle », *Entre les lignes entre les mots*, 16 août 2021.



8 mars dans le monde

Le 8 mars avait lieu dans le contexte d'une remontée de l'impérialisme, qui s'exprime tragiquement par l'invasion russe de l'Ukraine et la guerre coloniale menée par Israël à Gaza; mais la situation est également alarmante au Congo, déchiré par un conflit avec différents groupes armés, ou encore au Yémen, frappé depuis deux ans par une guerre civile meurtrière. Cette situation renforce l'importance de faire du 8 mars une journée de grève et de mobilisation internationales. Parmi celles-ci nous pouvons mentionner cette année des actions et/ou manifestations en France, en Italie, en Turquie, en Thaïlande, en Afghanistan, au Pakistan et en République Démocratique du Congo.



180 000 personnes ont manifesté à Mexico.



Belgique: « Nous étions plus de 15 000 dans les rues de Bruxelles, un nombre bien supérieur à la manifestation de l'année dernière: c'est une victoire dont nous nous réjouissons. »

Des manifestant-es par milliers à Varsovie en **Pologne** pour la légalisation de l'avortement, pour la fin du patriarcat et contre le président de la République Andrzej Duda (qui a annoncé qu'il ne signera pas une loi autorisant l'avortement) et le président de la Diète Szymon Holownia (qui a reporté le débat parlementaire).



Au **Brésil**, la journée féministe était aussi un mouvement contre la guerre et pour la solidarité avec le peuple palestinien.



Aux environs d'Agadir au **Maroc**, l'une des régions de l'agriculture d'exportation, le comité des ouvrières agricoles a célébré le 8 mars.